

FONDATION MAIF

FONDATION MAIF

Rapport annuel 2007

Présenté au Conseil d'administration du 20 juin 2008



FONDATION MAIF
« Le Pavois » - 50 avenue Salvador Allende – 79000 NIORT
Tél. 05 49 73 87 04 – Fax 05 49 73 87 03
Site internet : www.fondation.maif.fr

SOMMAIRE

I – Conseil d’administration et Conseil scientifique

II – Rapport d’activité

III – Rapport financier

a) Rapport de l’expert comptable

- 1. Comptes annuels**
- 2. Annexe**
- 3. Analyses**

b) Rapport du Commissaire aux comptes

- 1. Rapport général**
- 2. Annexe**

IV – Analyses et perspectives

I – Conseil d’administration et Conseil scientifique

Le Conseil d'administration au 31/12/2007

Administrateurs honoraires : **Robert AYRAULT** – Président d'honneur Prévention MAIF
Jacques FOURNIER – administrateur honoraire MAIF
José INIZAN – Ancien Préfet
Paul MARCUS – Directeur de la MAIF, en retraite
Pierre SENAC – Président d'honneur Prévention MAIF

La Fondation est administrée par un Conseil d'administration composé de 16 membres se répartissant comme suit :

6 membres désignés par le Conseil d'administration de la MAIF, fondatrice

Pierre GUILLOT

Président de la Fondation MAIF

Administrateur délégué auprès de la
Direction générale de la MAIF
9 Allée des Chaumes - 38640 CLAIX

Bernard BENOIST

Secrétaire général de la Fondation MAIF

Président de Prévention MAIF
« Le Pavois » - 50 avenue Salvador Allende
79000 NIORT

Charles BERTHET

Professeur à l'Université Paris-Dauphine
87 avenue Jean Jaurès
92290 CHATENAY-MALABRY

Jean-Pierre FLEURY

MGEN
3 Square Max-Hymans
75748 PARIS Cedex 15

Alain ISAMBERT

Trésorier de la Fondation MAIF

Retraité MAIF
17rue du mage
11250 ROUFFIAC D'AUDE

Dominique THIRY

Directeur de la MAIF
200 avenue Salvador Allende
79038 NIORT Cedex

4 membres de droit

Représentant le ministre de l'Intérieur :

Régis GUYOT

Préfet
Préfecture des Deux-Sèvres
79021 NIORT Cedex

Représentant le ministre de l'Education Nationale :

Bernard GARCIA

CRDP de PARIS
37 rue Jacob - 75006 PARIS

Représentant le ministre de la Recherche :

Sandrine SPAETER-LOEHRER

Professeure agrégée en sciences économiques
au BTA / 61 av de la Forêt-Noire - 67085
STRASBOURG

Le Président-directeur général de la MAIF :

Roger BELOT

200 avenue Salvador Allende
79038 NIORT Cedex

6 membres élus par le Conseil d'administration en exercice, en raison de leurs compétences dans les domaines d'activités de la Fondation

René CAQUET

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine
Paris-Sud
63 rue Gabriel Péri
94276 LE KREMLIN BICETRE

Jean CHAPELON

Secrétaire général de l'Observatoire National
Interministériel de Sécurité Routière
Arche de la Défense – Paroi sud
92055 LA DEFENSE cedex

Xavier FELS

Directeur des relations extérieures de PSA
75 avenue de la Grande Armée - 75016
PARIS

Luc-Alexandre MENARD

Directeur des Relations Extérieures de
RENAULT SA
13/15 Quai Alphonse Le Gallo
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT
Cedex

Patrick PEUGEOT

Vice président de la Fondation MAIF

Président de La Mondiale Partenaire
14 rue Roquépine – 75379 PARIS cedex 08

Pierre ROGEZ

Directeur de la Sécurité de BULL SA, en
retraite
Site de Louveciennes - 68 route de Versailles
78430 LOUVECIENNES

Le conseil scientifique au 31/12/2007

Instance consultative de réflexion et de proposition présidée par le président de la Fondation, le conseil scientifique est composé de 16 personnalités nommées par le Conseil d'administration.

Jean AUDOUZE

Institut d'astro-physique
CNRS
98 bis Boulevard Arago
75014 PARIS

Charles BERTHET

Professeur à l'Université Paris-Dauphine
87 avenue Jean Jaurès
92290 CHATENAY-MALABRY

René CAQUET

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine
Paris-Sud
63 rue Gabriel Péri
94276 LE KREMLIN BICETRE

Bernard CORNU

Directeur du CNED-EIFAD
2 avenue René Cassin – Téléport 2
BP 30241
86963 Futuroscope CHASSENEUIL cedex

Jean-Jacques DAIGRE

Professeur à l'Université Paris I
Panthéon-Sorbonne
36 rue de Fleury
86000 POITIERS

Pascale DELECLUSE

Directrice adjointe de la Recherche
Centre National de Recherches
Météorologiques
2 avenue Rapp
75340 PARIS CEDEX 07

Bruno FALISSARD

Chef de clinique à l'Hôpital Robert Debré
Service de psychopathologie de l'enfant
48 boulevard Sérurier
75018 PARIS

Alain MOUGNIOTTE

Professeur des universités
IUFM de Lyon
5 rue Anselme
69005 LYON

Bernard MASSINON

Assistant scientifique à la Direction des
applications du CEA
BP n° 12
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Roland NUSSBAUM

Directeur de la Mission Risques Naturels
1 rue Jules Lefèbre
75431 PARIS CEDEX 09

Vincent ROGARD

Professeur à l'Université Paris V
Laboratoire d'Ergonomie Informatique
45, rue des Saints Pères
75270 PARIS CEDEX 06

André STAROPOLI

Ancien Secrétaire Général du Comité
National d'Evaluation des Universités
43 rue de la Procession
75015 PARIS

Claude TARRIERE

vice président
Institut Technique d'Accidentologie
8 rue Waldeck Rousseau
95310 SAINT-OUEN L'AUMONE

Richard ZEITOUNI

Responsable de la coordination Sécurité
Routière
GIE PSA PEUGEOT CITROËN
DMFV/SSV – Bâtiment 58
Route de Gizy
78943 VELIZY-VILLACOUBLAY

Il est à noter que 2 postes sont vacants

II – L'activité de la Fondation

II-a Fonctionnement

VIE SOCIALE

Le fonctionnement de la Fondation MAIF au cours de l'année 2007 s'est déroulé conformément aux exigences statutaires et réglementaires. Le Conseil d'administration, régulièrement réuni par deux fois le 11 juin 2007 et le 10 décembre 2007, a entendu et adopté les bilan et compte de résultat qui lui ont été présentés. Il a également pris les décisions nécessaires au bon fonctionnement de la Fondation MAIF et à son rayonnement scientifique, par le biais notamment de l'accord au soutien de neuf nouveaux projets de recherche.

Mandats des administrateurs

Par courrier du 16 janvier 2007, le Recteur de l'Académie de Paris a désigné M. Bernard GARCIA, chargé de mission auprès du directeur d'Académie de Paris, en remplacement M. DE LA TAILLE, administrateur de catégorie B, en qualité de représentant du ministre de l'Education Nationale.

Conformément à l'article 24 de ses statuts, le Conseil d'administration de la MAIF, du 20 juin 2007, a retenu la candidature de Monsieur Alain ISAMBERT, retraité de la MAIF, aux lieu et place de Monsieur Pierre SENAC dont le mandat d'administrateur de catégorie A de la Fondation est arrivé à son terme. Durant cette même séance, ont été reconduits les mandats de MM. Bernard BENOIST, Charles BERTHET, Jean-Pierre FLEURY (MGEN), Pierre GUILLOT et Dominique THIRY.

Par courrier du 15 octobre 2007, le sous-directeur de l'appui à la tutelle et des affaires européennes a désigné, par délégation de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Mme Sandrine SPAETER-LOEHRER, professeure agrégée en sciences économiques, comme représentante du ministère de la recherche en remplacement de Mme Françoise HURSTEL qui a souhaité se libérer de cette charge.

Ces modifications ont été actées par le Conseil d'administration de la Fondation MAIF lors de sa séance du 10 décembre 2007, au cours de laquelle les mandats de MM. BERTHET, ISAMBERT et ROGEZ ont été renouvelés.

Le Conseil d'administration a retenu, à l'unanimité, la structure du Bureau dont les membres sont les suivants :

- Monsieur GUILLOT, président
- Monsieur PEUGEOT, vice président
- Monsieur ISAMBERT, trésorier
- Monsieur BENOIST, secrétaire général

Afin de le remercier pour sa participation aux travaux de la Fondation, Monsieur Pierre SENAC est nommé administrateur honoraire par le Conseil d'administration.

Mandats des membres du conseil scientifique

Lors du Conseil d'administration de la Fondation MAIF du 10 décembre 2007, les mandats au Conseil scientifique de MM. Roland NUSSBAUM et Vincent ROGARD ont été renouvelés à l'unanimité pour 4 années.

Le mandat de M. Elie COHEN n'est pas renouvelé, par manque de disponibilité depuis plusieurs années.

Mme Liliane GALLET-BLANCHARD ayant émis le souhait de démissionner, le Conseil d'administration entérine sa démission.

La candidature de Mme Pascale DELECLUSE, directrice adjointe de la Recherche au Centre National de Recherches Météorologiques est proposée au Conseil d'administration qui émet un avis favorable à l'unanimité.

A noter que 2 postes sont vacants au sein du conseil scientifique.

Gestion Financière

Conformément à la décision du Conseil d'administration du 18 décembre 2006, l'ensemble des fonds a été transféré d'ODDO Pinatton à QUILVEST Gestion Privée en janvier 2007.

M. GALABERT, de la Société QUILVEST est intervenu au Conseil d'administration du 10 décembre 2007 pour présenter le bilan de la gestion et les perspectives pour l'année 2008.

Le mandat de gestion à QUILVEST n'a pas été remis en cause.

ÉQUILIBRE FINANCIER

Le résultat de l'exercice 2006 étant excédentaire de 333 745 euros, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa séance du 11 juin 2007, d'affecter l'excédent du résultat de l'exercice comme suit :

- Conformément à l'article 14 des statuts, une affectation de 10 % de l'excédent des ressources naturelles – 33 373 € – aux fonds de dotation ;
- Affectation du solde, d'un montant de 300 362 €, partiellement ou totalement, à un fonds dédié à des projets.

Le résultat de l'année 2007 est de – 79 833 euros. A cette même date, les fonds associatifs sans droit de reprise s'élèvent à 12 302 729 euros et les réserves à 4 474 741 euros. Le total des fonds associatifs détenus par la Fondation MAIF, au 31 décembre 2007, est de 16 697 647 euros.

516 870 euros ont été dégagés en subventions sur actions de recherche. Les frais généraux, hors duplication de cassettes et hors affectation aux projets, augmentent de 13 % par rapport à 2006 et représentent 348 650 euros.

II-b Projets

Onze recherches engagées au cours des années précédentes se sont poursuivies en 2007, tandis que démarraient neuf nouveaux projets et que cinq projets se sont achevés. Sur les 25 projets de recherche actifs durant l'année, 10 se positionnent sur le champ de la sécurité routière, un sur celui des accidents de la vie courante et 14 sur celui des risques naturels.

1 - Projets clos sur l'année

1-1 La sécurité routière

Analyse comparative des procès-verbaux d'accidents mortels :

L'objectif de l'étude est la réalisation d'une étude identique à celle menée en 1997 sur les procès verbaux mortels, de mars 1990 à février 1991, et une comparaison entre les deux études permettant de mettre en exergue les évolutions intervenues entre les années 1990 et 2000.

Un test réalisé sur 5 items de l'étude « PVM 1990 » montre qu'il n'est pas nécessaire d'exploiter la totalité des 10 000 procès-verbaux mortels de l'année 2000.

Cette étude sera réalisée à partir d'un échantillon de 2 500 accidents, correspondant au quart des accidents mortels (un sur quatre) survenus entre le 1er octobre 2001 et le 30 septembre 2003.

Recherche réalisée par le CEESAR (Centre Européen d'Etudes de Sécurité et d'Analyse des Risques) - 132, rue des Suisses – 92000 - NANTERRE.

Engagement 2007 : 36 950 euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 36 950 euros TTC (soldé).

Rapport final remis en mars 2007.

Module de sécurité routière sur simulateurs de conduite Faros :

Depuis 1992, les simulateurs de conduite FAROS servent en initiation et formation à la conduite automobile.

La Prévention MAIF en utilise plusieurs afin d'effectuer des opérations de sensibilisation auprès des collèges et lycées ou dans le cadre de manifestations vouées à la sécurité routière. Les simulations disponibles permettent de tester un certain nombre de situations potentiellement à risques qui sont toutefois généralistes au sens où elles s'adressent à un large public.

La Fondation MAIF a décidé de soutenir le projet, présenté par la *Société FAROS* de LANION, qui vise à développer un véritable module de sensibilisation à la sécurité routière en :

- intégrant et valorisant les scénarios de risques issus de la recherche effectuée par le CEESAR,
- adaptant chaque simulation et son degré d'assistance à une population cible (non conducteurs, apprentis conducteurs, conducteurs confirmés, conducteurs seniors).

Le module logiciel pourra satisfaire plusieurs types de communication (de groupe ou individuelle).

Le *Centre Européen d'Etudes de Sécurité et d'Analyse des Risques (CEESAR)* de NANTERRE sera associé à la conception des scénarios ainsi que *Monsieur PIFFETEAU*, expert pédagogique indépendant.

Bien qu'ayant réalisé une partie importante de l'applicatif graphique, la société FAROS a connu des difficultés financières qui l'ont amenée à être mise en redressement judiciaire le 15 avril 2006, ce qui provoque un gel momentané des développements repris par la société ECA-FAROS.

*Engagement 2007 : 27 850 euros TTC (selon convention),
Règlement 2007 : 27 850 euros TTC (soldé).*

Rapport final remis en juin 2007.

Protection des usagers vulnérables : modélisation de la tête de l'enfant et protection du piéton

L'objectif de ce projet est de mettre en place des outils numériques et expérimentaux d'évaluation de l'agressivité de la face avant des véhicules à l'encontre des piétons. Ce projet inclut aussi bien les modèles des segments corporels humains enfants et adultes que les méthodes de calcul de la cinématique globale du corps. En interaction avec l'industrie, des solutions sont étudiées et proposées afin d'optimiser la protection du piéton en général et de l'enfant en particulier.

Ce projet comprend 4 étapes :

1. Etudes bibliographiques du piéton et de l'enfant : l'enfant est abordé sous l'angle de sa géométrie anatomique, sous l'aspect comportemental en termes de propriétés mécaniques des tissus considérés, ainsi qu'à travers l'analyse des approches existantes de modélisation de sa tête. La bibliographie portant sur le piéton regroupe, quant à elle, l'étude des lésions occasionnées chez l'enfant, ainsi que l'étude des zones impactées sur les véhicules concernés. Ces travaux d'études bibliographiques sont conduits en parallèle sur l'adulte dans le cadre d'un projet PREDIT en cours.
2. Modèles de la tête d'enfant : un premier modèle par éléments finis de la tête de l'enfant a été développé au sein de l'équipe des Systèmes BioMécaniques de l'Institut de Mécanique des Fluides et des Solides de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg. Ce modèle a été obtenu par réduction homothétique du modèle par éléments finis de la tête de l'adulte pour ce qui concerne sa géométrie. Son comportement mécanique a, quant à lui, fait l'objet d'une étude paramétrique. Une telle approche fait cependant appel à un grand nombre d'hypothèses simplificatrices autant géométriques que comportementales. La tête de l'enfant n'est en effet pas assimilable à celle de l'adulte à l'échelle près. Cette seconde partie du projet a pour objectif la réalisation de modèles numériques de la tête d'enfant, par tranche d'âge. Elle repose sur une analyse fine de la géométrie crânienne en fonction de l'âge de l'enfant, complétée par l'étude des épaisseurs osseuses et des sutures, ainsi que par la détermination des propriétés mécaniques et physiques de la matière cérébrale ainsi que de l'os.

3. Simulations d'accidents réels de piétons enfants : Les modèles ainsi développés sont utilisés à ce stade pour la simulation d'accidents réels de piétons, enfants en particulier, dans le but d'établir des limites de tolérance pour l'enfant et de disposer d'outils de prédiction des lésions. Cette partie du projet présente par ailleurs une ouverture vers d'autres types d'accidents impliquant des enfants comme les accidents domestiques par exemple.

4. Optimisation de la protection : Cette dernière partie du projet comporte la modélisation plus précise des structures impactantes que sont les capots et les sous-capots, les pare-brises, et les cadres d'automobiles. L'optimisation des structures environnementales est alors réalisée vis-à-vis des lésions et des limites de tolérance afférentes établies à l'étape 3 du présent projet. Les paramètres mécaniques, mais aussi géométriques, sont modifiés de façon à obtenir une réponse infra-lésionnelle des tissus pour un choc donné et ainsi contribuer à une meilleure protection de l'individu impacté.

Les retombées attendues s'inscrivent essentiellement dans la prévention des lésions cérébrales chez l'enfant. Cette recherche est en effet avant tout destinée à l'évaluation et à l'optimisation des systèmes de protection de la tête du piéton enfant. Parallèlement à cette étude, le piéton adulte est lui aussi pris en compte. Les modèles de la tête de l'enfant ici développés permettront également d'évaluer la protection de l'enfant à l'intérieur du véhicule, notamment en cas de choc latéral. Plus généralement les modèles développés et les limites de tolérances afférentes constitueront des outils de prédiction des lésions qui, transmis aux bureaux d'études permettront d'évaluer l'agressivité des structures impactantes. Ces travaux contribueront ensuite à faire évoluer les normes dans la mesure où de nouveaux dispositifs de mesure de la sévérité d'un choc seront proposés. Ce travail s'ouvre également au champ de la médecine légale. Les outils développés permettront en effet d'étudier les cas de mauvais traitement d'enfants se traduisant par le syndrome du bébé secoué ou par la mort subite du nourrisson par exemple.

Recherche réalisée par : Laboratoire des systèmes biomécaniques - Chef de projet : Rémy WILLINGER – Maître de conférence – Université Louis Pasteur (Strasbourg) – Institut de mécanique des fluides (Strasbourg).

*Engagement 2007 : 11 960,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2007 : 0 euro TTC (report 11 960,00 euros TTC en 2008).*

Rapport final remis en septembre 2007.

1-2 Accidents de la vie courante

Néant

1-3 Risques naturels

Vulnérabilité des territoires face aux crues rapides. Analyse des mobilités de population du Gard pour une meilleure prévention du risque :

Dans le sud de la France, il y a toujours une persistance des dommages causés par les crues torrentielles, notamment en pertes de vies humaines. Malgré de nombreuses années de recherche en météorologie et en hydrologie pour parvenir à une meilleure prévision, il existe, à l'heure actuelle, peu de données concernant la vulnérabilité des territoires.

L'objectif de ce projet est double, s'agissant de développer :

- d'une part, une méthode de diagnostic et d'observation de la vulnérabilité de territoires confrontés aux phénomènes de crues rapides, les territoires du Gard constituant sur ce point un site particulièrement intéressant à explorer ;
- d'autre part, des outils d'aide à la gestion de crise en cas de crue rapide. Des recherches antérieures ont mis en évidence certains manques en matière de gestion ; les travaux tenant compte de ces recherches porteront plus spécifiquement sur les questions de déplacements en période de crise. Seront identifiés les comportements potentiellement dangereux au travers de la mobilité des populations avec, parallèlement, une évaluation de la vulnérabilité du réseau routier pour parvenir à l'élaboration de scénarios de crise.

L'analyse s'organise autour de 3 volets :

1. Analyse de la vulnérabilité routière ;
2. Analyse du comportement des populations en terme de déplacement durant la crise ;
3. Analyse des mobilités habituelles.

Dans le cadre de la coordination d'un projet européen approuvé par la commission européenne et dénommé programme « FLOODSite », prévoyant la confrontation avec d'autres territoires, notamment italiens et espagnols, cette étude fera l'objet de communications et de rapports réguliers pouvant donner lieu à des publications dans des revues spécialisées ou dans des colloques.

Recherche réalisée par : UMR Pacte – Laboratoire Territoire de l'Université Joseph Fourier de Grenoble – Chef de projet : Céline LUTOFF, maître de conférence, docteur es géographie.

Engagement 2007 : 11 650 euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 11 650 euros TTC (soldé).

Rapport final remis en mai 2007.

Analyse de la gestion des alertes et des crises lors d'inondation et de tempêtes :

L'objectif de ce projet est d'apporter aux acteurs en charge de la prévention des risques un retour d'expérience leur permettant d'améliorer la gestion des situations de crises et d'éviter les différents dommages collatéraux occasionnés par les catastrophes naturelles.

Des études sur le terrain seront réalisées auprès des différents acteurs avec deux cibles principales : la diffusion de l'alerte et les modes d'organisation émergents face à la catastrophe.

La recherche comprend les étapes suivantes :

- 1 – Approfondissement de l'étude concernant la tempête de 1999 dans un département côtier,
- 2 – Comparaison ciblée dans un autre département,
- 3 – Comparaison avec les pratiques de gestion dans plusieurs pays européens,
- 4 – Rédaction d'une thèse,
- 5 – Organisation d'un colloque de restitution des résultats et publication dans des revues spécialisées.

Recherche réalisée par : le Centre de Sociologie des Organisations du CNRS – 19 rue Amélie - 75007 Paris (Sciences Po).

Engagement 2007 : 3 910 euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 3 910 euros TTC (soldé).

Rapport final remis en mai 2007.

2- Poursuite des actions engagées

2-1 La sécurité routière

Etude des déterminants psychologiques du risque routier des deux roues à moteur : une approche interactive entre conducteurs de deux roues et automobilistes :

Etant donné que nombre d'accidents de deux-roues motorisés impliquent une voiture, il apparaît important de tenir compte à la fois du rôle des conducteurs de deux roues à moteur et des automobilistes partageant le même espace routier dans la gestion de leur interaction, et ce afin de mieux expliquer le risque routier des deux roues à moteur et identifier les situations à risque.

L'objectif de cette enquête est d'explorer :

- les représentations de la conduite à deux-roues motorisés, de leurs particularités dynamiques et des conducteurs de deux-roues motorisés, en général,
 - du point de vue des automobilistes (n'ayant aucune expérience de la conduite à deux-roues motorisés) ;
 - du point de vue des conducteurs de deux-roues motorisés eux-mêmes, qui peuvent être soit conducteurs de deux-roues motorisés exclusifs (depuis au moins six mois), soit conducteurs de deux-roues motorisés et d'automobiles.
- les représentations de la conduite des automobilistes et des automobilistes, en général, du point de vue des conducteurs de deux-roues.

Ces différents points de vue seront confrontés pour identifier :

- des facteurs de risque liés à la conduite des deux-roues motorisés ;
- des facteurs de risque pour les automobilistes interagissant avec des conducteurs de deux-roues motorisés dans l'espace routier.

L'enquête sera réalisée par entretiens directifs auprès de 140 personnes (40 conducteurs de deux roues motorisés exclusifs, 20 automobilistes exclusifs, 80 conducteurs « mixtes »).

Les résultats de cette recherche pourront permettre d'adapter les formations des deux types de conducteurs (motos et autos) en leur fournissant une meilleure visibilité du schéma conceptuel de l'espace de circulation commun tel que le conçoit l'autre groupe.

Recherche réalisée par le Laboratoire de Psychologie de la Conduite (LPC) de l'INRETS - 2, avenue du Général Malleret-Joinville - 94114 ARCUEIL.

Projet, d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 59 365,61 euros TTC

Engagement 2007 : 11 873,13 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 23 746,24 Euros TTC.

Stratégie d'optimisation de la conduite nocturne chez le sujet jeune :

La somnolence au volant liée à la privation de sommeil est reconnue comme un facteur majeur de risque d'accidents de la circulation. Les accidents liés à la somnolence se produisent souvent la nuit et touchent en particulier les jeunes.

L'objectif principal de la présente étude est de déterminer le moment le moins risqué (début /fin de nuit) pour effectuer un trajet de 4 heures chez les conducteurs jeunes avec pour postulat de pouvoir débiter une activité (professionnelle ou de loisir) à 8 heures du matin.

L'objectif secondaire est de valider un item clinique permettant de différencier les sujets jeunes sensibles ou vulnérables à la privation de sommeil dans le cadre de la conduite automobile nocturne.

Les résultats de ce projet devraient permettre d'élaborer un outil simple et validé pour limiter les risques d'accident liés à la privation de sommeil chez les jeunes qui pourra être utilisé par tous les organismes impliqués dans la prévention routière et ainsi contribuer à réduire les accidents liés à la privation de sommeil en proposant la meilleure stratégie pour effectuer un trajet nocturne.

Des messages sécuritaires seront introduits dans des campagnes visant à réduire les accidents automobiles nocturnes liés à la fatigue et à la somnolence chez les sujets jeunes.

Enfin les résultats seront publiés dans des journaux scientifiques internationaux (à comité de lecture) et dans des congrès scientifiques nationaux et internationaux.

Recherche réalisée par la Clinique du sommeil - CHU Pellegrin - Place Amélie Raba Léon - 33076 BORDEAUX.

Projet, d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 70 594,00 euros TTC

Engagement 2007 : 28 237,60 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 28 237,60 Euros TTC.

Traversée de rue chez le piéton âgé : L'estimation d'intervalles temporels par la personne âgée : analyse des comportements de traversée de rue pour la mise au point de programmes de réentraînement.

Afin de réunir les conditions d'un vieillissement réussi, il est important d'assurer l'autonomie des personnes âgées et de rechercher les moyens de la maintenir le plus longtemps possible. Les personnes âgées sont surreprésentées dans les accidents de traversée de rue (près de la moitié des piétons tués en 2003, en France, avaient plus de 65 ans).

L'objectif de ce projet de recherche est donc de « mieux connaître pour mieux intervenir ».

Cette recherche s'inscrit dans le champ des Sciences du Comportement, et plus exactement dans celui de la psychologie cognitive. Elle s'intéresse aux effets du vieillissement sur les capacités perceptives, décisionnelles et motrices sollicitées lors de la traversée de rue et à leurs conséquences en matière de risque.

Visant d'une façon générale à mieux comprendre les comportements de traversée des piétons âgés et leurs interactions avec le trafic, cette recherche a pour objectif, au travers de situations de traversée reproduites sur simulateur, d'évaluer les risques encourus par les piétons âgés et de déterminer les facteurs qui en sont à l'origine.

Sur la base des résultats actuellement en cours d'analyse (recueil effectué dans le cadre d'une convention CNSR/INRETS), le projet de recherche se propose :

- 1) d'étudier l'effet de la densité du trafic sur la taille de la fenêtre temporelle utilisée, densité qui est supposée augmenter le risque accepté ;
- 2) d'aborder les questions liées à l'atténuation des effets du vieillissement, dans leurs composantes multiples, afin de réduire le risque encouru par les piétons âgés. Cette thématique de recherche aura pour objectif :
 - de développer des critères d'évaluation pour identifier les piétons à risque et déterminer l'origine (perceptive, décisionnelle et/ou motrice) de ces comportements ;
 - de mettre au point des programmes de réentraînement et de sensibilisation des personnes à risque.

Cette partie du travail intégrera un volet de réflexion sur la validité de la simulation comme outil de rééducation à la traversée de rue.

Les participants volontaires retenus sont issus de 3 groupes d'âge différents : 20 à 30, 60 à 70 et 70 à 80 ans, afin de préciser à partir de quel(s) âge(s) les difficultés de traversée apparaissent et comment elles évoluent sous l'effet du vieillissement. Chaque groupe est composé de 26 personnes (13 femmes et 13 hommes).

Recherche réalisée par : Laboratoire de Psychologie de la Conduite (LPC) de l'INRETS - 2, avenue du Général Malleret-Joinville - 94114 ARCUEIL.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 83 720,00 euros TTC

Engagement 2007 : 25 116,00 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 66 976,00 Euros TTC.

Examen cinématique du rachis cervical :

L'amélioration des systèmes de sécurité à bord des véhicules automobiles tend à minimiser la gravité des traumatismes corporels. Les pathologies légères consécutives aux accidents sont par contre en augmentation notamment en ce qui concerne le rachis cervical.

Ces « entorses » cervicales posent un problème d'évaluation du degré d'handicap réel de la victime et de son éventuelle incapacité ou invalidité car les outils existants sont inadaptés car trop intrusifs et coûteux.

Cette recherche, utilisant le système ultrasonore ZEBRIS, devrait permettre de développer un moyen d'investigation non irradiant et économiquement adapté.

Sur le plan de la prévention des risques, il s'agit d'établir un diagnostic quant à l'éventuelle diminution des mobilités articulaires consécutives à un accident ou liées au vieillissement.

Ce système pourra également être performant dans le suivi thérapeutique dans le cadre de la rééducation.

Enfin, en matière médico-légale, le projet permettra de disposer d'un outil, de mise en œuvre simple, de mesure standardisée des amplitudes articulaires utile à la détermination objective du préjudice fonctionnel d'une victime

Recherche réalisée par : Laboratoire de Biomécanique (LBM) de l'ENSAM (Ecole Nationale Supérieure d'Arts & Métiers) – UMR CNRS 8005 - 151 Boulevard de l'Hôpital - 75013 PARIS.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 118 341,00 euros TTC

Engagement 2007 : 35 502,30 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 35 502,30 Euros TTC.

Syndrome d'apnée du sommeil et conduite automobile

Le syndrome d'apnée obstructive du sommeil (SAOS) est caractérisé par un arrêt du flux aérien d'une durée supérieure ou égale à 10 secondes, la reprise respiratoire coïncidant habituellement avec un éveil très bref ou l'allègement du sommeil.

La présente recherche a pour objectif à la fois de mieux connaître les signes avant-coureurs d'une baisse de la vigilance chez des patients apnéiques lors d'une tâche de conduite automobile, mais aussi d'évaluer l'impact sur cette même performance d'un traitement par PPC (pression positive continue) sur l'amélioration de la qualité du sommeil et de la vigilance diurne.

Deux expériences consécutives sont prévues :

1. Evaluation de l'évolution de l'électro-encéphalogramme (EEG) au cours de la période de 24 heures chez des patients apnéiques comparés à des sujets sains (15 sujets apnéiques et 10 sujets contrôles).
2. Le même protocole sera appliqué que dans l'expérience 1, à la différence près que durant les 24 heures de privation de sommeil, les sujets apnéiques et contrôles seront soumis à 6 reprises à des épreuves de conduite automobile simulée au cours desquelles l'EEG sera enregistré, ainsi qu'à des séances de tests cognitifs précédés et suivis d'une séance de CBS (Cortical Brain State), qui consiste à demander au sujet de rester sans bouger durant 9 minutes au cours desquelles il aura, pendant les 3 premières minutes, les yeux ouverts fixant un point déterminé, puis 3 minutes les yeux fermés et à nouveau les yeux ouverts.

Le SAOS est la cause la plus fréquente de somnolence diurne d'origine organique et surexpose les malades qui en sont victimes aux accidents routiers, domestiques et professionnels. Plus de 80 % des patients – dont beaucoup ignorent qu'ils souffrent d'une apnée du sommeil – sont invalidés dans leur vie quotidienne par une somnolence diurne excessive dont on peut évaluer l'importance par divers questionnaires.

Le SAOS mérite l'attention des pouvoirs publics, notamment pour procéder au dépistage systématique de cette affection respiratoire. Par ailleurs, il semble clair que la prise en compte d'une telle pathologie par les compagnies d'assurance est absolument nécessaire dans la mesure où elle constitue un facteur de risque extrêmement important en matière de sécurité routière et domestique.

C'est pourquoi la présente recherche vise, non seulement à tenter d'identifier avec précision les variables individuelles qui pourraient être plus particulièrement en cause dans l'accidentogénèse des patients apnéiques, mais également à cerner précisément les moments les plus dangereux au cours de la période de 24 heures dans un but évident d'information et de prévention auprès des populations concernées.

Les perspectives de cette recherche en terme de valorisation et de diffusion seront donc centrées sur deux objectifs :

- la rédaction de 3 articles qui seront soumis à des revues internationales à comité de lecture de très bon niveau ; de plus, les résultats de la recherche seront présentés dans des congrès nationaux et internationaux, notamment dans le Congrès de l'ESRS (European Sleep Research Society).
- au niveau sociétal, les résultats de cette recherche seront communiqués au Service de Presse du CNRS qui assure la diffusion des résultats auprès du grand public (conférences, articles de presse assurés par les auteurs), en mentionnant le nom de l'organisme financeur.

Recherche réalisée par le Centre d'Etudes de Physiologie Appliquée (CEPA) du CNRS / UPS 858 Université Louis Pasteur - 21, rue Becquerel – 67987 STRASBOURG Cedex.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 158 021,50 euros TTC

Engagement 2007 : 47 406,45 euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 47 406,45 euros TTC.

Etude de l'apprentissage de la conduite deux roues motorisés dans une perspective de prévention : Dynamiques d'apprentissage en situation réelle et simulée

Les risques liés à la conduite des deux roues constituent un enjeu majeur de santé publique. Alors que les deux roues représentent moins de 1% du trafic routier total français, plus de 11 % des conducteurs impliqués dans un accident corporel sont des motocyclistes et ils représentent 14,5 % des victimes. Pour l'année 2006, la part des motards pour l'ensemble des accidents devrait dépasser les 16 %.

Afin de mieux comprendre les phénomènes spécifiques associés aux deux roues, ce programme de recherche envisage d'étudier les comportements des motards en situation « réelle » d'apprentissage (plateau/circulation).

Cette recherche est composée de 4 volets :

- modélisation des dynamiques d'apprentissage de la conduite deux roues motorisés en situation réelle,
- spécification des orientations de conception,
- conception et mise au point du simulateur,
- implantation du simulateur dans l'apprentissage.

Deux types de contribution en matière de prévention et de sécurité routière sont identifiés ; ces contributions sont liées aux possibilités de l'étude de l'apprentissage en contexte naturel, d'une part, et de la simulation de conduite deux roues, d'autre part.

Perspectives de valorisation :

- en terme d'innovation technologique (nouvelle génération de simulateurs pour l'apprentissage de la conduite deux roues, avec module « spécifique » de formation à la conduite deux roues, programmes innovants de formation et de transformation du comportement citoyen, système de sensibilisation pour les apprentis motards, système d'aide à l'apprentissage),
- en terme de diffusion des connaissances scientifiques (colloques nationaux et internationaux, publications d'articles),
- en terme de retombées financières (dispositif de formation basé sur la simulation, moins onéreux que l'achat d'un deux roues réel par les moto-écoles),
- en terme de création d'emploi (maintenance et formation dans les moto-écoles).

Recherche réalisée par : Laboratoire AMCO (Activité Motrice et Conception Ergonomique Université d'Orléans - 2, allée du Château – 45062 ORLEANS Cedex 2

Projet, d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 41 860,00 euros TTC

Engagement 2007 : 14 070,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 14 070,00 euros TTC.

2-2 Accidents de la vie courante

Enquête sur la santé des enfants de 6 à 11 ans scolarisés en France métropolitaine :

L'épidémiologie descriptive de l'état de santé mentale de l'enfant reste un domaine jusqu'à ce jour peu abordé en France. Un partenariat a donc été engagé avec le Département de Recherche en Santé Publique (DRESP) de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) afin de dresser, au travers d'une enquête nationale, un état des lieux de la santé mentale et physique des enfants scolarisés dans le cycle primaire en France métropolitaine. La recherche se propose notamment d'étudier les facteurs de risque sociaux et psychologiques, l'utilisation des services de santé, les comportements de prévention, et de dégager des recommandations pour améliorer l'état de santé des enfants. L'enquête s'attachera enfin à déterminer l'incidence des accidents de vie courante de l'enfant dans les 12 derniers mois, à en faire une analyse descriptive, et tentera de rechercher les facteurs de risque.

Ce projet est resté complètement bloqué par l'attente d'autorisations administratives d'enquête auprès des enfants.

Engagement 2007 : 0 euro TTC (selon convention & avenant du 01/04/2004),

Règlement 2007 : 0 euro TTC (report 18 231,81 euros TTC en 2008).

Psychopathologie du traumatisme crânien sévère survenu durant l'enfance : Effets psychologiques à long terme sur le sujet blessé et sa famille :

Cette recherche vise à mettre en évidence les conséquences à long terme des accidents graves avec traumatisme crânien, chez l'enfant.

Elle a pour but de sensibiliser les acteurs sanitaires et sociaux dans le suivi à long terme de ces patients et de leur famille en vue des complications secondaires liées à ces séquelles mal comprises et mal prises en charge : échec scolaire, troubles du comportement et petite délinquance, troubles psychologiques de l'ensemble de la sphère familiale.

L'étude comprendra les phases suivantes :

- ⇒ Entretiens semi-directifs avec le sujet et la famille
- ⇒ Etude de la dynamique subjective à travers des tests projectifs et comparaison de résultats avec une population adolescente (test TAT, et Rorschach)
- ⇒ Observation du jeune en situation scolaire, utilisation de la vidéo et analyse des interactions
- ⇒ Recueil du point de vue des adultes chargés des apprentissages (utilisation du Child Behavior Checklist-Teacher's Rating Form – Achenbach, 1991)

Recherche réalisée par : Université PARIS X – Nanterre - Laboratoire LASI (Laboratoire de psychopathologie psychanalytique des Atteintes Somatiques et Identitaires).

Engagement 2007 : 0 euro TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 0 euro TTC (report 2 550,48 euros TTC en 2008).

Pré rapport et facture (non payée) transmis en fin 2006. Suite à incident informatique ayant entraîné une perte importante d'informations, le rapport définitif n'a pas été produit. Le projet n'est pas soldé.

2-3 Risques naturels

Etude de la prévention des risques dans les pratiques sportives et de loisirs de montagne : analyse de la gestion du risque par une approche territoriale :

Ce projet de recherche concerne l'analyse des mécanismes de prévention des risques dans les activités sportives de montagne, activités qui contribuent à l'évolution dynamique des territoires montagnards.

Son objectif principal consiste à comprendre dans un premier temps comment se construisent et se mettent en place les politiques de gestion du risque à l'échelon local dans les pratiques sportives et de loisir, en utilisant une grille d'analyse territoriale (sociologique, politique, et géographique).

Dans ce but, plusieurs territoires alpins des Alpes du Nord pour lesquels les activités sportives de montagne contribuent à l'évolution dynamique, seront étudiés.

Cette analyse territoriale de la gestion du risque doit conduire dans un second temps à des propositions tendant à optimiser l'efficacité d'action en matière de prévention, des principaux acteurs dans le cadre du développement durable du tourisme sportif. Ces propositions pourront porter sur une meilleure qualité d'organisation et par conséquent une amélioration de la cohérence de cette gestion du risque dont seront bénéficiaires les divers publics concernés. Elles concerneront l'aide à la gestion durable (préconisation et solution de gestion), le partenariat (information, mise en réseau, collaboration, forum, débat, etc...), la formation.

Les acteurs impliqués sont les collectivités locales et politiques (Région, Département, Commune, Association Nationale des Elus de Montagne), les groupes sociaux professionnels (Syndicats, Association Professionnelle ex médecin de montagne), les gestionnaires d'espace (PNR, PN, Conseil Départemental des Espaces, etc), les institutions (Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme, CEMAGREF, Météo France), Secours, Associatifs ...

Le plan de travail proposé consiste dans une première partie à décrypter pour chaque territoire sélectionné, les mécanismes de prévention du risque (étude de la réglementation relative à la prise en compte de la prévention, recensement des acteurs et des institutions impliquées, analyse des politiques de gestion du risque, recensement des équipements prévus et ceux mis en place etc). Dans une deuxième partie, un diagnostic organisationnel et opérationnel de la gestion du risque sera proposé.

Les terrains d'étude sont le Massif du Mont Blanc (problématique de haute montagne), la vallée de la Haute Tarentaise (problématique station et hors station), le PNR du Vercors (problématique moyenne montagne).

Recherche réalisée par : Cemagref de Grenoble (Centre d'Etude du Machinisme Agricole, du Génie Rural et des Eaux et Forêts)
2 rue de la papeterie - BP 76 – 38402 St MARTIN D'HERES cedex.

Engagement 2007 : 17 095,62 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 34 191,25 Euros TTC (report 17 095,62 euros TTC en 2008).

Interactions entre écoulements à surface libre de fluides complexes et un obstacle - Application aux laves torrentielles et aux avalanches de neige dense :

Les laves torrentielles et les avalanches sont des phénomènes gravitaires rapides qui peuvent engendrer des pertes humaines (cf. avalanche de Montroc en 1999) et des dégâts matériels considérables (habitations et infrastructures détruites, voies de communication coupées, etc...).

En l'état actuel des connaissances, ces phénomènes restent largement imprévisibles.

Mis à part les aspects réglementaires (PPR) dont l'objectif principal est l'interdiction de construire dans des zones exposées, la prévention repose sur des mesures structurelles permettant d'empêcher la formation du phénomène ou d'en réduire l'ampleur, de freiner, stopper ou dévier l'écoulement.

La mécanique de ces phénomènes d'écoulement est étudiée et simulée à travers des modèles mathématiques (exemple l'étalement des laves torrentielles réalisé, avec l'aide de la Fondation MAIF par l'Ecole des Mines de Paris).

Actuellement, une grande méconnaissance subsiste sur l'intensité des contraintes potentiellement générées par un écoulement sur une structure.

L'objectif de cette recherche est d'apporter une meilleure connaissance des phénomènes d'interaction entre écoulements gravitaires et obstacles avec un double intérêt pratique : 1. Quelles sont les modifications d'écoulement engendrées par l'obstacle ? 2. Quelles sont les forces d'impact subies par ces structures ?

Concrètement, les résultats de l'étude devraient permettre de mieux estimer les dégâts potentiels aux infrastructures et aux ouvrages ainsi que l'établissement de règles de dimensionnements de ceux-ci propres à assurer leur efficacité et leur pérennité.

Recherche réalisée par : CEMAGREF de Grenoble (Centre d'Etude du Machinisme Agricole, du Génie Rural et des Eaux et Forêts) - l'Unité de recherche Erosion Torrentielle, Neige et Avalanches.

2 rue de la papeterie - BP 76 – 38402 St MARTIN D'HERES cedex.

*Engagement 2007 : 16 773 Euros TTC (selon convention),
Règlement 2007 : 16 773 Euros TTC.*

Aléa et risque sécheresse :

L'objectif général du projet concerne la prévention des risques liés à la sécheresse. Il doit conduire à une amélioration du diagnostic sécheresse quant à ses effets sur le bâti, à des solutions techniques adaptées au contexte géologique et au type d'ouvrage, et fournir des recommandations et des informations orientées vers différents publics.

Pour cela, le projet vise d'abord à développer une méthodologie de caractérisation de la sensibilité des sols argileux à la sécheresse avec application aux sols argileux de la région parisienne à l'est de Paris.

Il développe ensuite un modèle numérique suffisamment réaliste pour rendre compte des échanges en eau à l'interface sol – atmosphère qui contrôlent la formation du profil hydrique des sols superficiels, afin d'en déduire des critères d'alerte permettant la mise en œuvre de mesures de prévention.

Par ailleurs, un suivi régional par interférométrie radar est envisagé pour établir une cartographie des effets au sol de sécheresse.

Le projet propose enfin d'améliorer le diagnostic des effets sécheresse sur le bâti et d'établir des recommandations en matière de prévention sur la typologie des structures.

L'intérêt d'une telle étude semble double : elle contribue à une caractérisation plus rigoureuse de l'aléa sécheresse, et par voie de conséquence apporte une meilleure information dans le futur aux décideurs et assureurs sur l'estimation de la prévention du risque d'effets dommageables sur le bâti.

Recherche réalisée par : ARMINES-CGI (Association pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels, Centre de géologie de l'ingénieur) – Marne-La-Vallée

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 265 983,90 euros TTC,

Engagement 2007 : 79 795,17 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2007 : 79 795,17 Euros TTC (report de 2006). (Report 79 795,17 euros TTC en 2008).

Vulnérabilité des milieux urbanisés face aux impacts physiques des écoulements volcaniques, des lahars et des crues associées :

Le principal objectif de la recherche proposée est le développement d'une méthode d'évaluation des aléas et surtout des risques liés aux écoulements volcaniques (écoulements pyroclastiques et lahars ou coulées de débris et de boue) en milieu urbain. En particulier, cette recherche appliquée à la vulnérabilité d'une grande ville (Arequipa, sud du Pérou) et d'une île peuplée et touristique (Basse Terre, SO de la Guadeloupe) poursuit deux objectifs précis :

1) la genèse de scénarios multi-aléas volcaniques et hydro-volcaniques, grâce à l'aide de travaux géologiques antérieurs et de codes de simulation semi-empirique et numérique ;

2) la définition de facteurs de vulnérabilité, surtout physique, mais aussi économique, des éléments exposés à ces risques dans les villes (quartiers, habitat, écoles, établissements sanitaires, sportifs et religieux, infrastructures routières et ponts, voirie, centres de communications), à partir d'enquêtes à l'échelle du quartier et de tests géotechniques des matériaux in situ et en laboratoire.

Les deux catégories de résultats (cartes, plans, tests, documents) feront l'objet d'une :

- cartographie géoréférencée dans un SIG (ILWIS et Arcview) et d'une
- plate-forme de visualisation, à l'intention des décideurs (municipalités), de la protection civile et des communautés exposées.

Recherche réalisée par le Laboratoire Magmas et Volcans, UMR 6524 CNRS de l'Université Blaise Pascal (Clermont 2), 5 rue Kessler – 63038 CLERMONT-FERRAND Cedex

*Projet, d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 61 200,00 euros TTC,
Engagement 2007 : 21 420,00 Euros TTC (selon convention),
Règlement 2007 : 21 420,00 Euros TTC.*

3- Projets initiés en 2007

3-1 La sécurité routière

Contrôle et Etude des Dispositifs de Retenue Enfant (CEDRE) :

Le projet CEDRE se fixe pour objectif de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les usagers afin de pouvoir proposer des solutions pour une amélioration rapide et effective de la sécurité des enfants transportés.

Il vise à dresser un état des lieux des modes d'utilisation des dispositifs de retenue enfant et de leurs difficultés au moyen d'une étude en situation réelle (hors accident), par un examen visuel et le recueil d'informations techniques et sociales auprès des usagers de la route par du personnel spécifiquement formé à cet effet (environ 300 à 400 personnes seront concernées).

Les résultats devraient permettre de réaliser une campagne d'information grand public et d'actualiser les outils de communication de la Fondation MAIF.

Recherche réalisée par : Christophe LEDON (Indépendant), associé à Philippe LESIRE (LAB – Laboratoire d'Accidentologie, de Biomécanique et d'Etude du Comportement Humain) - 132, rue des Suisses – 92000 - NANTERRE.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 39 767,00 euros TTC
Engagement 2007 : 0 Euro TTC (convention non signée en 2007).*

3-2 Accidents de la vie courante

Néant

3-3 Risques naturels

Analyse des risques induits par la dégradation du permafrost :

La diminution de la cohésion des sols et la fonte de la glace du permafrost, due à l'élévation de la température, peut générer des éboulements, glissements et laves torrentielles, notamment en zone de montagne aménagée ou habitée. L'objectif du projet est d'apprécier, à partir de scénarios probables de réchauffement, les conséquences que peut avoir ce phénomène vis-à-vis des installations de sports d'hiver ou des zones habitées.

Recherche réalisée par : Association pour le Développement de la Recherche sur les Glissements de Terrain (ADRGT) – Centre de Géologie de l'Ingénieur – 2 rue de la Condamine – ZI de Mayencin – BP 17 – 38610 GIERES.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 150 600 euros TTC

Engagement 2007 : 30 120 euros TTC (selon convention signée le 22 août 2007)

Règlement 2007 : 30 120 euros TTC.

Extrêmes CLImatiques et Dendrochronologie (ECLID) :

Des événements comme la canicule et la sécheresse de l'été 2003 en Europe ont eu des répercussions immenses sur la production de biomasse, le bilan de carbone des forêts européennes et le contenu en eau des sols (Ciais et al. 2005). En particulier, la croissance des arbres a été profondément ralentie à cause du stress hydrique (Bréda et al. 2006), ce qui a conduit à un arrêt de photosynthèse. On a déjà pu constater après la sécheresse de la fin des années 1970 un dépérissement des arbres pendant une période allant jusqu'à 10 ans (Becker 1987). Le fort déficit pluviométrique qui a frappé la France depuis 2003, puis en 2005 et dans une certaine mesure en 2006 risque de conduire à un dépérissement des forêts françaises inégalé à ce jour. Comme les échanges d'eau et de carbone sont intimement liés, un tel changement du mode de fonctionnement physiologique et des flux de carbone des forêts a des implications directes sur les teneurs en eau du sol, et donc sur les ressources en eau disponibles.

Au vu de ces enjeux, il est important de mieux comprendre et prédire l'impact des sécheresses sur la croissance des arbres et sur les réserves en eau des sols. Une stratégie est d'analyser non seulement les impacts à court et long terme, mais aussi la réponse non linéaire à des séries rapprochées de tels phénomènes.

A partir de l'étude des années récentes, l'objectif est de pouvoir développer une capacité à prédire l'évolution future de la végétation et des ressources en eau, en réponse au changement climatique des prochaines décennies.

Recherche réalisée par le Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement, (LSCE), CNRS CEA-SACLAY – 91191 GIF-sur-YVETTE.

*Projet, d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 129 185,00 euros TTC
Engagement 2007 : 25 837,00 Euros TTC (selon convention signée le 13 décembre 2007),
Règlement 2007 : 0 Euro TTC, (report 25 837,00 euros TTC en 2008).*

Impact du changement climatique en France sur la sécheresse et l'eau du sol :

La composition chimique de l'atmosphère est altérée depuis le début de la révolution industrielle par le rejet croissant des gaz à effet de serre et les aérosols.

Le climat se modifie par l'ajout d'une composante anthropique à l'effet de serre naturel. Si la température est le premier paramètre directement concerné il est manifeste que d'autres composantes du climat ont ou vont évoluer.

Le changement climatique aura des effets positifs sur un nombre limité de pays et sous l'hypothèse de réchauffement minimal. Il sera fortement dommageable si le rythme atteint ou dépasse celui de la seconde moitié du XXe siècle. Le coût d'évènement extrêmes incluant les sécheresses pourrait augmenter rapidement jusqu'à atteindre 0.5-1% du PIB mondial (rapport Stern) au milieu du siècle prochain. Comme les résultats de travaux récents l'ont confirmé (voir partie E), la France est particulièrement concernée par le risque d'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur et des sécheresses. Concernant le second de ces risques, les études antérieures se sont cependant focalisées sur l'évolution des précipitations et sur les changements attendus à la fin de ce siècle. L'objectif de ce projet est de compléter ces analyses par une étude de l'évolution passée et future des réserves d'eau des couches superficielles des sols en mettant l'accent sur les évolutions attendues non seulement à la fin du siècle mais aussi à un horizon de quelques décennies.

Recherche réalisée par Météo-France – 42 avenue Coriolis – 31057 TOULOUSE.

*Projet, d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 177 800,00 euros TTC
Engagement 2007 : 0 Euro TTC (convention non signée en 2007).*

Paléoclimats et dépôts de tempêtes :

L'augmentation des températures de surface des océans liée au réchauffement climatique serait à l'origine d'une augmentation, depuis une trentaine d'année, du nombre annuel de cyclones tropicaux majeurs (Emmanuel 2005, Webster et al. 2005). Cependant, ces résultats demeurent discutés à cause des incertitudes concernant le mode de formation des cyclones et le manque de données, qui expliquent en partie l'absence de tendance significative (Pielke et al. 2005, 4ème rapport d'évaluation du GIEC).

L'objectif de l'analyse des dépôts de tempêtes préservés sur quatre rampes carbonatées du Jurassique supérieur est de mieux comprendre l'effet des changements climatiques sur : (1) les variations de l'activité (c.-à-d., intensité et fréquence) des tempêtes préservées dans l'enregistrement sédimentaire, et (2) le développement d'un système de dépôt où les tempêtes contrôlent la répartition des sédiments. L'objectif principal de la modélisation numérique de l'hydrodynamique (c.-à-d., direction et vitesse relative des courants) et de la morphodynamique (c.-à-d., répartition des dépôts) des bassins étudiés est de tester les résultats obtenus par l'approche géologique. Elle permettra également de discuter des effets de la paléogéographie sur la préservation des dépôts de tempêtes.

Le nombre important de données sédimentologiques, géochimiques, minérologiques et paléontologiques issu de ce travail pourra être intégré aux modèles de circulations générales qui existent pour ces périodes de temps et participer ainsi à une meilleure compréhension des paléoclimats. Une bonne connaissance des climats anciens est en effet indispensable pour comprendre le climat actuel et son évolution future.

Recherche réalisée par : UMR CNRS 5125 « Paléoenvironnements et PaléoSphère » de l'Université Lyon 1 – Domaine de la Doua – 69616 VILLEURBANNE.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 69 526,00 euros TTC

Engagement 2007 : 13 905,00 Euros TTC (selon convention signée le 21 septembre 2007),

Règlement 2007 : 13 905,00 Euros TTC.

Dynamique des masses d'air et risques climatiques :

Les acteurs économiques, et notamment le secteur des assurances, ont besoin d'informations sur les risques liés au changement climatique attendu aux échelles régionales et locales. Les prévisions d'évolution du climat et ses conséquences sur l'Homme comportant encore beaucoup d'incertitudes. Ce projet vise à affiner le passage entre l'échelle des modèles globaux et la résultante risques aux échelles régionale et locale.

Recherche réalisée par : Laboratoire COSTEL de l'Université Rennes-2 – Place du Recteur Le Moal – 35043 RENNES.

Projet : d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 69500,00 euros TTC

Engagement 2007 : 13 900,00 Euros TTC (selon convention signée le 20 décembre 2007),

Règlement 2007 : 0 Euro TTC, (report 13 900,00 euros TTC en 2008).

REgionalisation et Variabilité des Evénements Extrêmes (REVAEE) :

Apporter une meilleure connaissance des mécanismes liés à la variabilité spatiale et temporelle des événements extrêmes tels que les tempêtes et les vagues de chaleur.

Une ambition de ce projet est d'arriver, au bout des trois ans de travail, à un système de prévision statistico-dynamique simple des vagues de chaleur d'été et des vagues de froid d'hiver et à une estimation des possibles changements de leurs propriétés suite au changement climatique global. Le parcours pour arriver à ces résultats comporte une étude exhaustive de tous les mécanismes qui composent le phénomène, du point de vue à la fois dynamique et physique.

Une autre ambition est de pouvoir fournir des cartes d'impact précises à l'échelle régionale (sur la France) lié au changement climatique.

Cet objectif impose une approche multidisciplinaire coordonnée. Nous souhaitons qu'elle débouche sur un va-et-vient avec les grands centres opérationnels, nos études de mécanismes contribuant à l'amélioration des GCMs et in fine des prévisions saisonnières, leur demande et/ou analyses d'échec nous guidant en retour dans nos analyses.

Recherche réalisée par le Laboratoire de Météorologie Dynamique, Institut Pierre et Simon Laplace, Ecole Normale Supérieure – 24, rue Lhomond - 75005 Paris.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 38 000,00 euros TTC
Engagement 2007 : 0 Euro TTC (convention non signée en 2007).*

Evolution climatique et canicule en milieu urbain : apport de la télédétection à l'anticipation et la gestion de l'impact sanitaire :

Suite à la canicule de 2003, des mesures de gestion et de prévention importantes ont été prises par les autorités sanitaires ; cependant l'adaptation aux vagues de chaleur n'est pas toujours prise en compte par l'individu et les décideurs publics ou privés. Afin d'anticiper et gérer les risques sanitaires, ce projet a pour objectif d'apporter des connaissances permettant de répondre aux diverses questions posées par ce phénomène.

Recherche réalisée par : Laboratoire GEOMER, Institut Universitaire Européen de la mer, place Nicolas Copernic - 29280 PLOUZANE.

*Projet, d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 77 465,00 euros TTC
Engagement 2007 : 0 Euro TTC (convention non signée en 2007).*

« Dendrogliss - Reconstitution de l'activité de glissements de terrain par dendrogéomorphologie :

L'étude vise plusieurs objectifs relatifs à la prévention, la prévision et la gestion de l'aléa « glissement de terrain » :

1. En matière de prévention : le recours à la dendrogéomorphologie (utilisation des perturbations de croissance des arbres dues aux glissements) doit permettre une meilleure connaissance des mouvements afin de déterminer la dynamique du glissement dans le temps pour mieux la prévenir dans le futur ; la cartographie précise des principaux événements recensés doit en outre permettre une délimitation des zones de glissement possibles.
2. En matière de prévision : la recherche de facteurs déclenchants devra confirmer les concordances entre occurrence d'un glissement et le plus important des paramètres naturels, la pluviométrie. D'autres causes plus complexes, naturelles et humaines, conduisant au déclenchement, seront étudiées avec, si possible, une définition de seuils de situation critique.
3. En matière de gestion de l'aléa et de cartographie : un des objectifs de l'utilisation de la dendrogéomorphologie sera d'apporter des informations complémentaires pour caractériser l'aléa glissement de terrain, notamment dans les PPR (Plan de Prévention des Risques), fournir des informations historiques aux collectivités, gestionnaires d'espace et acquéreurs immobiliers, élaborer de nouveaux instruments comme un guide méthodologique sur l'utilisation de la dendrogéomorphologie dans la cartographie de l'aléa mouvements de terrain.

Recherche réalisée par le CEMAGREF, division Ecosystèmes et paysages montagnards - 38402 SAINT MARTIN D'HERES.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 131 402,00 euros TTC
Engagement 2007 : 0 Euro TTC (convention non signée en 2007).*

4 – Les actions ponctuelles

Colloque technique CGI :

Un colloque technique sur les risques liés à la sécheresse a été organisé par le Centre de Géologie de l'Ingénieur (Ecole des Mines de Paris) le 18/01/2007. Le Directeur Hubert OLIVIERO y a participé.

Séminaire Bâtiment intelligent :

La Fondation MAIF a participé au séminaire organisé par le CSTB, le 25 janvier 2007, à Paris, sur le thème du bâtiment intelligent. Une présentation de l'apport des nouvelles technologies en matière de prévention des risques a été réalisée par le Directeur Hubert OLIVIERO qui a également animé un débat sur le sujet.

Journée ESSEC-MAIF-MACIF :

Le 24 mai 2007, la MAIF et la MACIF ont organisé, à Niort, un séminaire de rencontre avec les étudiants de l'ESSEC. La contribution de la Fondation MAIF au soutien de la recherche en matière de prévention des risques a été présentée par Hubert OLIVIERO

"Stage des nouveaux Délégués MAIF":

L'activité de la Fondation et son rôle particulier en amont des actions de prévention du groupe MAIF ont été présentés par le Président Pierre GUILLOT et le Directeur Hubert OLIVIERO lors d'une réunion qui s'est tenue le 23 août 2007.

Trophées des 70 ans du Palais de la Découverte :

Cette manifestation s'est déroulée le samedi 6 octobre 2007, sous la présidence de Marie-Françoise CHEVALLIER-LE GUYADER, Chef de la mission de l'Information et de la Culture Scientifique et Technique au ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche. Le Directeur Hubert OLIVIERO a participé au jury de sélection des projets et a remis, au nom de la Fondation MAIF, un prix de 1 000 euros, en bons d'achat à la CAMIF, à Monsieur Mathieu BOUGEANT, élève du Lycée Geoffroy Saint Hilaire d' Etampes, pour son projet de carrousel, système d'aide aux handicapés pour le franchissement des trottoirs et marches.

Présentation ECA-FAROS à NIORT :

Le 14 décembre 2007, la Fondation MAIF a organisé, à Niort dans les locaux de la MAIF, une présentation des logiciels développés, dans le cadre du projet MARSS, sur simulateurs ECA-FAROS. La manifestation s'est déroulée en présence du Préfet des Deux-Sèvres, du Président de la MAIF, de représentants des ministères, de la DCSR, de chercheurs, de responsables d'auto-école, etc. L'événement a fait l'objet d'une couverture journalistique et d'une information en interne à la MAIF.

CALYXIS :

Dans le cadre du projet de création d'un pôle d'excellence du risque sur le territoire niortais, les Mutuelles niortaises, le Département et la Région se sont associés pour créer le pôle d'expertise du risque « CALYXIS ». Cette nouvelle structure intègre le Centre Européen de Prévention des Risques (CEPR) et des organismes de recherche comme le CSTB, le CERIC/POUJOLAT, le LNE, l'Université de Poitiers, ...

La première activité se centrera sur les risques domestiques.

Le Directeur de la Fondation MAIF, Hubert OLIVIERO, est devenu membre du Conseil scientifique d'orientation.

Pôle de compétitivité de Versailles :

Le Directeur de la Fondation MAIF a poursuivi sa participation au pôle de niveau mondial MOV'EO. L'activité de ce pôle repose toujours sur la synergie entre les constructeurs français, l'INRETS et les fabricants d'accessoires automobiles autour du LIVIC. La Fondation MAIF en est membre créateur et participe à des réunions d'orientation des projets.

Communications au sein du Groupe MAIF :

Les activités de la Fondation MAIF ont pu être présentées dans trois supports diffusés par la MAIF : Le journal interne MAIF ELDE, la lettre aux élus des sociétaires, en juillet 2007, et le journal interne « MAIF MAGAZINE » en octobre 2007, plus particulièrement centré sur l'appel d'offres « Climat ».

Annuaire administratif des Deux-Sèvres :

Les activités de la Fondation MAIF ont pu être présentées dans l'annuaire administratif des Deux-Sèvres largement distribué auprès des diverses administrations régionales.

Visites exploratoires :

Dans l'objectif de mieux comprendre les activités des laboratoires susceptibles de se voir confier des projets de recherche par la Fondation MAIF, Bernard MASSINON et Hubert OLIVIERO ont effectué un certain nombre de visites ciblées dont :

- 26 juin 2007 : Palais de la découverte à Paris,
- 28 août 2007 : Société Météorologique de France à Paris.

Diffusion de la connaissance :

Le site Internet de la Fondation MAIF a été mis à jour à plusieurs reprises durant l'année 2007. De nouveaux rapports de recherche y ont été ajoutés (A noter que des difficultés techniques continuent de contrarier le rythme des mises à disposition du public).

Le CEESAR a communiqué à la DSCR le rapport sur l'étude des procès verbaux d'accidents mortels financée par la Fondation MAIF.

La Préfecture de Bordeaux a élaboré un module de sensibilisation à destination des classes de 3^{ème} du département portant sur la prévention des conduites à risques en y intégrant des séquences issues des supports vidéo de la Fondation MAIF.

La Ligue pour l'Analyse, l'Etude de la Sécurité et l'Assistance aux accidentés du CAMEROUN a largement diffusé les outils de sensibilisation de la Fondation.

Le CEPA-CNRS a réalisé une communication internationale sur les risques induits par l'apnée du sommeil (recherche soutenue par la Fondation).

III – Rapport financier

III.a – Rapport de l'expert comptable

RAPPORT DE PRESENTATION

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de la FONDATION MAIF pour l'exercice du 01/01/07 au 31/12/07, conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts comptables.

A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan	17 186 608,73 €
----------------	-----------------

Résultat net comptable (perte)	79 833,49 €
--------------------------------	-------------

Fait à Chauray
Le 28 mars 2008

François-Xavier ANDRAULT
Expert Comptable



Comptes annuels

BILAN AU 31/12/2007

ACTIF	BRUT	AMORT. ET PROVISIONS	NET AU 31/12/07	NET AU 31/12/06
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHES & DEVELOPPEMENT	63 123	20 384	42 739	51 107
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS	89 089	76 233	12 856	4 068
INST.TECH.MAT.ET OUT.INDUST.				
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 683	196 410	1 273	2 933
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES				
AUTRES TITRES IMMOBILISES	17 157 684	119 394	17 038 290	16 933 494
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 507 579	412 422	17 095 157	16 991 602
ACTIF CIRCULANT				
CREANCES				
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
AUTRES CREANCES	546		546	217
DIVERS				
AVCES ET ACPTES VERSES SUR COMMANDES				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	74 832		74 832	254 381
DISPONIBILITES	5 685		5 685	14 672
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	10 388		10 388	11 431
TOTAL ACTIF CIRCULANT	91 451		91 451	280 702
TOTAL ACTIF	17 599 030	412 422	17 186 608	17 272 304

BILAN AU 31/12/2007

PASSIF	NET AU 31/12/07	NET AU 31/12/06	VARIATION EN €
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES			
FONDS DE RESERVES			
FONDS DE DOTATION	12 302 729	12 269 356	33 373
RESERVES	4 474 751	4 174 389	300 362
REPORT A NOUVEAU ET RESULTAT			
REPORT A NOUVEAU			
RESULTAT DE L'EXERCICE	-79 833	333 736	-413 569
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	16 697 647	16 777 481	-79 834
PROVISIONS			
PROVISIONS POUR CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
TOTAL PROVISIONS			
DETTES			
EMPRUNTS			
CONCOURS BANCAIRES			
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	239 572	216 457	23 115
PERSONNEL			
ORGANISMES SOCIAUX			
CHARGES SOCIALES A PAYER			
CHARGES FISCALES A PAYER			
FOURNISSEURS IMMOBILISATIONS			
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	249 389	278 367	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
TOTAL DETTES	488 961	494 824	23 115
TOTAL PASSIF	17 186 608	17 272 304	-56 718

COMPTE DE RESULTAT

	EXERCICE N 31/12/2007	EXERCICE N-1 31/12/2006	VARIATION EN €
PRODUITS D'EXPLOITATION			
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES			
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
AUTRES PRODUITS		256 709	-256 709
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		256 709	-256 709
CHARGES D'EXPLOITATION			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	379 814	407 593	-27 779
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			
SALAIRES ET TRAITEMENTS			
CHARGES SOCIALES			
DOTATIONS AUX AMORT. ET PROVISIONS	10 541	11 005	-464
AUTRES CHARGES	463 526	406 772	56 754
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	853 880	825 370	28 510
RESULTAT D'EXPLOITATION	-853 880	-568 661	-285 219
PRODUITS FINANCIERS			
PRODUITS DES AUTRES IMMOB. FINANCIERES			
PRODUITS DE CESSIONS / V.M.P.	13 465	5 004	8 461
AUTRES PRODUITS FINANCIERS		718	-718
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	13 465	5 722	7 743
CHARGES FINANCIERES			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	3		3
AUTRES CHARGES FINANCIERES	119 394		119 394
TOTAL CHARGES FINANCIERES	119 397	0	119 397
RESULTAT FINANCIER	-105 932	5 722	-111 654
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-959 812	-562 939	-396 873
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION		100	-100
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 097 388	896 575	200 813
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 097 388	896 675	200 713
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION			
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	217 409		217 409
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	217 409		217 409
RESULTAT EXCEPTIONNEL	879 979	896 675	-16 696
IMPOT SUR LES PERS MORALES SANS BUT LUCRATIF			
TOTAL DES PRODUITS	1 110 853	1 159 106	-48 253
TOTAL DES CHARGES	1 190 686	825 370	365 316
RESULTAT DE L'EXERCICE	-79 833	333 735	-413 569
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
MSE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS ET SERVICES			
MSE A DISPOSITION GRATUITE DE PERSONNEL	34 676	33 143	1 533
TOTAL des CVN	34 676	33 143	1 533
TOTAL DE L'ACTIVITE	-45 157	366 878	-412 035

Annexe aux comptes annuels

Identification de la Fondation

Désignation de la fondation : FONDATION MAIF

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2007, dont le total est de 17 186 608 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 79 833 €.

L'exercice à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2007 au 31/12/2007.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 28 mars 2008 par les dirigeants de la fondation.

Annexe

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées sur coût d'acquisition ou leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Pour les biens non décomposables, la durée d'amortissement retenue est la durée d'usage.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilière de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Gestion du portefeuille

FONDATION MAIF assure la couverture de son fonds de dotation par un portefeuille de titres immobilisés. Dans le cadre de l'optimisation de ce portefeuille, des cessions interviennent, au gré des fluctuations des marchés financiers, dans une double optique de prudence et de préservation du patrimoine de la Fondation. En vue d'une meilleure lisibilité des comptes, pour chaque cession, il a paru nécessaire de ne faire apparaître que la seule plus ou moins value dans le résultat exceptionnel, plutôt que de constater distinctement le prix de vente en produit exceptionnel et le coût de revient en charge exceptionnelle.

Autres éléments significatifs

Quilvest Banque Privée est dépositaire de trois comtes ouverts simultanément à la cession du portefeuille géré par ODDO et Cie Entreprise d'Investissement intervenue en 2007.

Les trois comptes titres sont gérés dans le cadre d'un mandat confié à Quilvest Banque Privée

Annexe

Etat de l'actif immobilisé

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2	63 123		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.	79 790		9 298
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agencts., aménags. dives			
Autres matériels de transport	1 088		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	196 594		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL 3	277 473		9 298
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	16 933 493		39 018 853
Prêts & autres immobilisations financières			
TOTAL 4	16 933 493		39 018 853
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	17 274 089		39 028 152

CADRE B IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
	Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D TOTAL 1				
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			63 123	
Terrains				
Constructions	sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	Inst. gales., agencts. et am. const.		89 089	
Installations techniques matériel et outillage				
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencts., amé- nagement divers			
	Matériel de transport		1 088	
	Matériel de bureau & informatique		196 594	
	Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				
TOTAL 3			286 771	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		38 794 662	17 157 684	
Prêts & autres immobilisations financières				
TOTAL 4		38 794 662	17 157 684	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		38 794 662	17 507 579	

Annexe

Etat des amortissements

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement TOTAL 1					
Autres immobilisations incorporelles TOTAL 2		12 015	8 368		20 384
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales	75 722	510		76 233
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales				
	matériel de transport	1 088			1 088
	matériel de bureau	193 660	1 661		195 322
	emballages récupérables				
TOTAL 3		270 472	2 171		272 644
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		282 487	10 540		293 028

Annexe

Etat des provisions

<i>Rubriques</i>	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières		119 394		119 394
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS		119 394		119 394
TOTAL GENERAL		119 394		119 394
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières		119 394		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Annexe

Etat échéances, créances et dettes

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
		Créances rattachées à des participations			
		Prêts			
		Autres immobilisations financières			
		Clients douteux ou litigieux			
		Autres créances clients			
		Créances r. de titres prêtés			
		Personnel et comptes rattachés			
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques		Impôt sur les bénéficiaires			
		Taxe sur la valeur ajoutée			
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			
		Divers			
		Groupe et associés			
		Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	546	546	
		Charges constatées d'avance	10 388	10 388	
		TOTAUX	10 934	10 934	
Montant des		prêts accordés en cours d'exercice			
		remboursements obtenus en cours d'exercice			
		Prêts et avances consentis aux associés			

Annexe

Etat échéances, créances et dettes

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	239 572	239 572		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	249 389	249 389		
	Dettes représentative de titres emp.				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAUX	488 961	488 961		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Annexe

Etat pluriannuel des projets en cours

PROJETS	DATE CONSEIL D'ADMIN.	DATE SIGNATURE CONVENTION	BENEFICIAIRES	MONTANT ENGAGEMENT	AU 31/12/2006		AU 31/12/2007		MONTANTS PLANIFIES EN 2008	MONTANTS PLANIFIES EN 2009	MONTANTS PLANIFIES EN 2010	MONTANTS PLANIFIES EN 2011	TOTAL ENGAGEMENTS HORS BILAN
					TOTAL PRIS EN CHARGE JUSQU'A CETTE DATE								
SECURITE ROUTIERE													
- GIE PSA-RENAULT/COMPATIBILITE	09/06/1998	16/12/1999	GIE PSA RENAULT	523 704	523 704	523 704	523 704						
- LESCOT - BLOUIN / PERS AGEES	09/12/1999	27/06/2000	LESCOT	30 449	30 449	30 449	30 449						
- WILLINGER II / MOD. TETE ENFANTS & PIETONS	19/09/2003	28/06/2004	IMFS	59 800	47 840	59 800	59 800						
- LPC-2R / RISQUES ROUTIERS DES 2 ROUES A MOTEUR	15/06/2005	28/11/2005	INRETS	59 366	47 492	53 429	59 366	5 937					5 937
- LPC-CAVALLO / TRAVERSEE DE RUE PIETONS AGES	15/06/2005	12/10/2005	INRETS	83 720	41 860	66 976	83 720	8 372	8 372				16 744
- CEESAR-PMV2 / ANALYSE COMPARATIVE DE PVM	12/12/2005	20/02/2006	CEESAR	73 900	36 950	73 900	73 900						
- ENSAM-RACHIS / EXAMEN CINEMATIQUE DU RACHIS CERVICAL	12/12/2005	18/05/2006	ENSAM	118 341	35 502	71 005	118 341	23 668	23 668				47 336
- ECA-FAROS / PROJET SIMULATEUR	13/06/2006	23/10/2006	ECA FAROS	55 700	27 850	55 700	55 700						
- CEPA-APNEE / SYNDROME D'APNEE DU SOMMEIL ET CONDUITE AUTOMOBILE	13/06/2006	02/10/2006	CEPA du CNRS	158 022	47 406	94 813	158 022	31 604	15 802	15 802			63 209
- CHU-PELLEGRIN / OPTIMISATION DE LA CONDUITE NOCTURNE CHEZ LES JEUNES	15/06/2005	16/10/2006	CHU PELLEGRIN	70 594	28 238	56 475	70 594	7 059	7 059				14 119
- AMCO-2R / APPRENTISSAGE CONDUITE 2 ROUES SUR SIMULATEUR	18/12/2006	06/04/2007	UNIVERSITE D'ORLEANS	40 200		14 070	40 200	12 060	8 040	6 030			26 130
TOTAL SECURITE ROUTIERE				1 273 795	867 291	1 100 320	1 273 795	88 700	62 942	21 832			173 474
VIE COURANTE													
- NGEN II / SANTE MENTALE ENFANTS	07/12/2000	01/06/2001 et avenant du 17/02/04	MGEN	36 464	36 464	36 464	36 464						
TOTAL VIE COURANTE				36 464	36 464	36 464	36 464						
RISQUES NATURELS													
- UJF / CRUES RAPIDES	02/12/2003	02/03/2004	U.J.F.	116 505	104 855	116 505	116 505						
- CNRS-CSO / GESTION DES CRISES	11/06/2004	22/11/2004	FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES	39 100	39 100	39 100	39 100						
- CEMAGREF / RISQUES MONTAGNES	11/06/2004	10/12/2004	CEMAGREF	170 956	136 765	153 861	170 956	17 096					17 096
- CEMAGREF / ETNA	10/12/2004	04/04/2005	CEMAGREF	83 865	50 319	67 092	83 865	16 773					16 773
- ARMINES-CGI / ALEA ET RISQUE SECHERESSE	15/06/2005	09/11/2005	ARMINES	265 984	132 992	212 787	265 984	26 598	26 598				53 197
- VOLCANS / RISQUES VOLCANIQUES DES ZONES URBANISEES	18/12/2006	15/03/2007	UNIVERSITE BLAISE PASCAL	61 200		21 420	61 200	18 360	12 240	9 180			39 780
- ADRG / ANALYSE DES RISQUES INDUITES PAR LA DEGRADATION DU PERMAFROST	11/06/2007	22/08/2007	A.D.R.G.T.	150 600		30 120	150 600	45 180	45 180	30 120			120 480
- LSCE-CEA / EXTREMES CLIMATIQUES ET DENDROCHRONOLOGIE	11/06/2007	13/12/2007	LABORATOIRE DES SCIENCES DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT	129 185		25 837	129 185	38 756	38 756	19 377	6 459		103 348
- PEPS / PALEOCLIMATS ET DEPOS DE TEMPETES	11/06/2007	21/09/2007	PEPS	69 526		13 905	69 526	20 858	20 858	13 905			55 621
- COSTEL / DYNAMIQUE DES MASSES D'AIR ET RISQUES CLIMATIQUES	11/06/2007	20/12/2007	LABORATOIRE COSTEL	69 500		13 900	69 500	20 850	27 800	6 950			55 600
TOTAL RISQUES NATURELS				1 156 421	464 030	694 527	1 156 421	204 471	171 432	79 532	6 459	6 459	461 894
TOTAL GENERAL				2 486 679	1 367 786	1 831 311	2 486 679	293 171	234 374	101 364	6 459	6 459	635 369

Annexe

Etat des placements

CODE VALEUR	NATURE	NOMBRE	VALEUR MOYENNE	TOTAL	VAL. BOURS. AU 31/12/2007	- VALUE LATENTE AU 31/12/2007	+ VALUE LATENTE AU 31/12/2007
QUILVEST COMPTE N° 426695300001							
86 904	ST GERMAIN TRESORERIE	64,000	51 966,36	3 325 847,26	3 336 600,32		10 753,06
16 068	CENT. CROIS. EUROPE	1 100,000	482,52	530 769,34	518 562,00	-12 207,34	
74 503	TOCQUEVILLE DIV. C	26 000,000	22,35	581 100,00	570 440,00	-10 660,00	
76 930	CENTIFOLIA C FCP	2 700,000	236,65	638 953,00	657 990,00		19 037,00
34 369	WANGER EURO. SMAL.	6 000,000	50,00	300 000,00	298 500,00	-1 500,00	
27 294	STATE ST ACT JAP4D	5 800,000	161,01	933 858,00	869 362,00	-64 496,00	
27 146	ST. STR. ACT. ASIE 4D	400,000	569,45	227 780,00	223 092,00	-4 688,00	
45 161	JPM EUR DYN MC 3DE	45 000,000	12,98	584 244,34	592 200,00		7 955,66
42 744	SGAM EQ RELATIV VA	12 500,000	32,81	410 063,75	403 037,50	-7 026,25	
12 497	DYNAMIQUE USA C	2 000,000	157,58	315 160,00	305 760,00	-9 400,00	
34 252	WANGER US SMALLER	7 000,000	30,43	212 983,89	211 893,43	-1 090,46	
16 893	QSF EMER. MARK. 3DEC	125,585	1 053,23	132 269,89	159 754,16		27 484,27
18 707	CROIS ASIE CAP II	2 400,000	100,00	240 000,00	244 848,00		4 848,00
80 023	ST GERMAIN MONET.	39,000	110,43	4 306,96	4 338,36		31,40
17 120	SHARE GOLD CAP.	180,000	1 143,25	205 785,28	236 061,30		30 276,02
Total 1		111 308,585		8 643 121,71	8 632 439,07	-111 068,05	100 385,41
QUILVEST COMPTE N° 426695300002							
86 904	ST GERMAIN TRESORERIE	52,000	51 971,85	2 702 536,00	2 710 987,76		8 451,76
84 093	SHELCHER PRINCE CONV.C	1 200,000	300,60	360 724,00	360 684,00	-40,00	
77 146	CA-AM ARBT VAR 2	165,000	2 991,32	493 567,80	502 195,65		8 627,85
32 326	AGF HAUT RENDEM. C	5 500,000	144,83	796 565,00	794 310,00	-2 255,00	
88 136	CAAM CV EURO 3DEC	350,000	552,09	193 231,50	200 420,50		7 189,00
1 206	CA-AM DYNAR VAR4 3DEC	50,000	6 102,46	305 123,00	302 981,00	-2 142,00	
60 458	AMERICAYIELD H E C	3 400,000	173,52	589 966,80	592 484,00		2 517,20
97 839	DYNAMIQUE OBLIG. C	3 800,000	306,72	1 165 553,50	1 177 202,00		11 648,50
6 886	QAI MKT NEUTRAL 3D	14 403,879	104,09	1 499 299,77	1 495 410,71	-3 889,06	
80 023	ST GERMAIN MONET.	22,000	110,39	2 428,62	2 447,28		18,66
9 936	CA-AM DYNAR FOREX I	35,000	11 483,55	401 924,41	405 179,60		3 255,19
Total 2		28 977,88		8 510 920,40	8 544 302,50	-8 326,06	41 708,16
QUILVEST COMPTE N° 426695300003							
77 146	CA-AM ARBT VAR 2	1,000	2 993,30	2 993,30	3 043,61		50,31
80 023	ST GERMAIN MONET.	6,000	108,20	649,22	667,44		18,22
Total 3		7,00		3 642,52	3 711,05		68,53
TOTAL AUTRES TITRES IMMOBILISES		140 293,46		17 157 684,63	17 180 452,62	-119 394,11	142 162,10

DATE	NATURE	NOMBRE	VALEUR MOYENNE	TOTAL	VAL. BOURS. AU 31/12/2007	+ VALUE LATENTE AU 31/12/2007	- VALUE REALISEE AU 31/12/2007	+ VALUE REALISEE AU 31/12/2007
31/12/2007	NATIXIS EURIBOR	2,000	37 415,82	74 831,64	76 487,04	1 655,40		9 701,36
31/12/2007	NATEXIS SECURITE							3 763,27
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				74 831,64	76 487,04	1 655,40		13 464,63

Annexe
Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	181 432
Dettes fiscales et sociales	
Autres dettes	
TOTAL	181 432

Annexe**Charges et produits constatés d'avance**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	10 388	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	10 388	

Détail des comptes annuels

Détail des comptes annuels

Détail de l'actif (1/2)

ACTIF IMMOBILISE		31/12/07	31/12/06
205000	Concession brevets logic	63 123,01	63 123,01
280500	Amort conces brevets log	(20 384,17)	(12 015,60)
Concessions, brevets, licences, ...		42 738,84	51 107,41
213500	Inst.ag.am.constructions	89 089,08	79 790,22
281350	Amort.am.batiment	(76 233,46)	(75 722,57)
Constructions		12 855,62	4 067,65
218210	Accessoires mat transport	1 088,53	1 088,53
218300	Mat. bureau & informat.	125 655,47	125 655,47
218310	Autres matériels	47 955,73	47 955,73
218400	Mobilier	22 983,06	22 983,06
281821	Amort acces mat transport	(1 088,53)	(1 088,53)
281830	Amort.mat.bur. et informa	(124 383,22)	(122 722,15)
281831	Amort autres matériels	(47 955,73)	(47 955,73)
281840	Amort.mobilier	(22 983,06)	(22 983,06)
Autres immobilisations corporelles		1 272,25	2 933,32
271001	St germain trésorerie	3 325 847,26	
271002	Cent. crois. europe	530 769,34	
271003	Tocqueville div c	581 100,00	
271004	Centifolia c fcp	638 953,00	
271006	Wanger euro. small	300 000,00	
271007	State street act j	933 858,00	
271008	State street act a	227 780,00	
271009	Jpm europe dyn mg	584 244,34	
271010	Sgam eq reactiv va	410 063,75	
271011	Dynamique usa c	315 160,00	
271012	Wanger us smaller	212 983,89	
271013	Qsf emer. mark. 3dec	132 269,89	
271014	Crois asie cap gar	240 000,00	
271015	St germain monétaire	4 306,96	
271017	Share gold cap. si	205 785,28	
271020	St germain trésorerie 2	2 702 536,00	
271021	Sch. prince conv. c 2	360 724,00	
271022	Ca-am arbitrage va 2	493 567,80	
271023	Agf haut rendement 2	796 565,00	
271024	Ca-am cv euro 3 dec 2	193 231,50	
271025	Ca-am dynarbitr. va 2	305 123,00	
271026	Americayield hed 2	589 966,80	
271028	Dynamique obligata 2	1 165 553,50	
271030	Qai market neutral	1 499 299,77	
271031	St germain monétaire 2	2 428,62	
271032	Ca-am arbt forex 2	401 924,41	
271100	Ca - am arbt. var 2 3	2 993,30	
271101	St germain monétaire 3	649,22	
271905	Richelieu europe fcp ldec		855 168,79
271906	Richelieu spécial		1 697 941,84
271907	Richelieu valeur f		3 231 792,20
271908	Richelieu france c		2 548 953,72

Détail des comptes annuels

Détail de l'actif (2/2)

271909	Oddo cash titrisat		841 089,69
271910	Cyril convertible		918 923,76
271911	Cyril conv taux 3dec		2 623 015,04
271912	Gap 2 ans fcp 3 dec		4 216 591,26
271913	Oddo monétaire 3dec		17,35
297100	Provis. dépréc. titres immobilisés	(119 394,00)	
Autres titres immobilisés		17 038 290,63	16 933 493,65
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		17 095 157,34	16 991 602,03
ACTIF CIRCULANT		31/12/07	31/12/06
467100	Autres comptes débiteurs/créditeurs	546,16	217,41
Autres créances		546,16	217,41
503270	Natexis euribor gestion s	74 831,64	254 381,95
Valeurs mobilières de placement		74 831,64	254 381,95
512200	Banque populaire	5 490,53	14 400,31
512400	Banque oddo compte 8812		266,51
512500	Banque oddo compte 8813		5,44
512600	Banque quilvest compte 30001	101,01	
512700	Banque quilvest compte 30002	13,39	
512800	Banque quilvest compte 30003	80,66	
Disponibilités		5 685,59	14 672,26
486000	Charges const.d'avance	10 388,00	11 430,96
Charges constatées d'avance		10 388,00	11 430,96
TOTAL ACTIF CIRCULANT		91 451,39	280 702,58
TOTAL ACTIF		17 186 608,73	17 272 304,61

Détail des comptes annuels

Détail du passif

FONDS ASSOCIATIFS		31/12/07	31/12/06
102200	Fonds de dotation	12 302 729,45	12 269 356,45
Fonds associatifs sans droit de reprise		12 302 729,45	12 269 356,45
106880	Reserves diverses	4 474 751,58	4 174 388,71
Réserves		4 474 751,58	4 174 388,71
Résultat de l'exercice [excédent ou déficit]		(79 833,49)	333 735,87
TOTAL I		16 697 647,54	16 777 481,03
DETTES		31/12/07	31/12/06
401000	Four.biens & services	58 140,19	36 333,58
408100	Fourn.fact.non recues	181 432,00	180 123,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		239 572,19	216 456,58
467230	Subventions à verser	249 389,00	278 367,00
Autres dettes		249 389,00	278 367,00
TOTAL IV		488 961,19	494 823,58
TOTAL PASSIF		17 186 608,73	17 272 304,61

Détail des comptes annuels**Détail du compte de résultat (1/5)**

Produits d'exploitation		du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
758000	Produits divers gestion courante	0,20	
758200	Prdts / ex anterieurs		256 709,26
Autres produits (hors cotisations)		,20	256 709,26
TOTAL I		,20	256 709,26

Détail des comptes annuels

Détail du compte de résultat (2/5)

Charges d'exploitation		du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
604900	Frais de duplication	16 754,57	73 415,54
606300	Achats de petit équipement	319,92	1 034,42
606400	Fournit.administratives	2 451,70	2 461,18
613200	Locations immobilières	27 183,75	33 695,84
614000	Charges locatives	7 619,85	9 388,47
615200	Entretien repar.immeuble	5 546,31	5 546,52
615500	Entretien repar.materiel	2 406,74	900,70
615600	Maintenance	651,00	463,24
616000	Primes d'assurances	2 259,94	2 199,43
618100	Documentation generale	477,80	945,80
621400	Persel det ou prete ent	163 245,00	148 298,00
622600	Hon. administratifs	15 605,45	14 292,64
622610	Hon. comm.aux cptes	6 797,60	6 718,20
623000	Publicité	19 594,07	1 136,20
623400	Cadeaux a la clientele	4 396,60	204,00
625110	Voyages & déplacements	23 751,61	16 038,21
625700	Receptions	3 255,95	2 548,07
626000	Affranchissements	10 061,29	42 117,84
626100	Telephone	738,62	893,16
626300	Téléphone mobile	277,85	
626400	Internet	3 358,17	5 242,79
627100	Frais sur titres	47 358,87	23 774,30
627800	Frais bancaires divers	264,11	391,69
628100	Cotisations	15 437,00	15 887,00
Autres achats et charges externes		379 813,77	407 593,24
681100	Dot.amortissements	10 540,53	11 005,60
Dotations aux amort sur immobilisations		10 540,53	11 005,60
658000	Subvention versées par fondation	463 525,86	406 772,04
658100	Différences de réglemets	0,01	
Autres charges		463 525,87	406 772,04
TOTAL II		853 880,17	825 370,88
1.RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)		(853 879,97)	(568 661,62)

Détail des comptes annuels

Détail du compte de résultat (3/5)

Produits financiers	du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
786620 Rap / immob financieres		718,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		718,00
767000 Pdts nets / cession vmp	13 464,63	5 003,89
Produits nets sur cessions de VMP		5 003,89
TOTAL V		5 721,89
Charges financières	du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
686620 Dot. prov. dépréc. immob. financ.	119 394,00	
Dotations aux amortissements et provisions		119 394,00
661600 Intérêts bancaires	3,27	
Intérêts et charges assimilés		3,27
TOTAL V		119 397,27
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	(105 932,64)	5 721,89
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	(959 812,61)	(562 939,73)

Détail des comptes annuels

Détail du compte de résultat (4/5)

Produits exceptionnels	du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
771300 Liberalites recues		100,00
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		100,00
775600 Pdts cess. elts. financ.	1 097 388,41	896 575,60
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 097 388,41	896 575,60
TOTAL VII	1 097 388,41	896 675,60
Charges exceptionnelles	du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
675600 Valeur nette comptable immob fin.	217 409,29	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	217 409,29	
TOTAL VIII	217 409,29	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	879 979,12	896 675,60
TOTAL DES PRODUITS	1 110 853,24	1 159 106,75
TOTAL DES CHARGES	1 190 686,73	825 370,88
EXCEDENT OU DEFICIT	(79 833,49)	333 735,87
Emplois des contributions volontaires en nature: Produits	du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
871000 Mise à disposition de personnel	34 676,96	33 143,19
Prestations en nature	34 676,96	33 143,19

Détail des comptes annuels
Détail du compte de résultat (5/5)

Total des produits (Contributions volontaires en nature)		34 676,96	33 143,19
Emplois des contributions volontaires en nature: Charges		du 01/01/07 au 31/12/07	du 01/01/06 au 31/12/06
861000	Mise à disposition de personnel	34 676,96	33 143,19
Mise à disposition gratuite des biens		34 676,96	33 143,19
Total des charges (Contributions volontaires en nature)		34 676,96	33 143,19

Analyses

Analyses

Etat des subventions prises en compte

PROJETS	DATE CONSEIL D'ADMIN.	DATE SIGNATURE CONVENTION	BENEFICIAIRES	MONTANT ENGAGE	AU 31/12/2006		AU 31/12/2007					
					TOTAL PRIS EN CHARGE JUSQU'A CETTE DATE	MONTANTS PLANIFIES, NON APPELES	MONTANTS PLANIFIES SUR 2007	MONTANTS APPELES AU 31/12/2007	MONTANTS A PROVISIONNER	TOTAL PRIS EN CHARGE JUSQU'A CETTE DATE		
											F	A
SECURITE ROUTIERE												
- GIE PSA-RENAULT/COMPATIBILITE	09/06/1988	16/12/1999	GIE PSA RENAULT	523 704	523 704	54 753			54 753	523 704		
- LESCOT - BLOUIN / PERS AGES	09/12/1989	27/06/2000	LESCOT	30 449	30 449	21 879			21 879	30 449		
- WILLINGER II / MOD. TETE ENFANTS & PIETONS	19/09/2003	28/06/2004	IMFS	59 800	47 840		11 960		11 960	59 800		
- LPC-3R / RISQUES ROUTIERS DES 2 ROUES A MOTEUR	15/06/2005	28/11/2005	INRETS	59 366	47 492	23 746	5 937		5 937	53 429		
- LPC-CAVALLO / TRAVERSEE DE RUE PIETONS AGES	15/06/2005	12/10/2005	INRETS	83 720	41 860	41 860	25 116		66 976	66 976		
- CEESAR-PV12 / ANALYSE COMPARATIVE DE PV12	12/12/2005	20/02/2006	CEESAR	73 900	36 950		36 950		36 950	73 900		
- ENSAM-RACHIS / EXAMEN DYNAMIQUE DU RACHIS CERVICAL	12/12/2005	18/05/2006	ENSAM	118 341	35 502		35 502		35 502	71 005		
- ECA-FAROS / PROJET SIMULATEUR	13/06/2006	23/10/2006	ECA FAROS	55 700	27 850		27 850		27 850	55 700		
- CEPAR-PIREE / SYNDROME D'APNEE DU SOMMEIL ET CONDUITE AUTOMOBILE	13/06/2006	02/10/2006	CEPA du CNRS	158 022	47 406		47 406		47 406	94 813		
- CHU-PELLEGRIN / OPTIMISATION DE LA CONDUITE NOCTURNE CHEZ LES JEUNES	15/06/2005	16/10/2006	CHU PELLEGRIN	70 594	28 238		28 238		28 238	56 475		
- ANICL2R / APPRENTISSAGE CONDUITE 2 ROUES SUR SIMULATEUR	18/12/2006	06/04/2007	UNIVERSITE D'ORLEANS	40 200			14 070		14 070	14 070		
TOTAL SECURITE ROUTIERE				1 273 795	867 291	142 239	233 029		280 739	94 529		1 100 320
VIE COURANTE												
- MGEN II / SANTE MENTALE ENFANTS	07/12/2000	01/06/2001 et avenant du 17/02/04	MGEN	36 464	36 464	18 232			18 232	18 232		36 464
TOTAL VIE COURANTE				36 464	36 464	18 232			18 232	18 232		36 464
RISQUES NATURELS												
- UJF / CRUES RAPIDES	02/12/2003	02/03/2004	UJF	116 505	104 855		11 651		11 651	116 505		
- CNRS-CSO / GESTION DES CRISES	11/06/2004	22/11/2004	FONCTIONNEMENTALES SCIENCES COINTELE	39 100	39 100	3 910			3 910	39 100		
- CEMAGREF / RISQUES MONTAGNES	11/06/2004	10/12/2004	CEMAGREF	170 956	136 765	34 191	17 096		34 191	17 096		153 861
- CEMAGREF / ETNA	10/12/2004	04/04/2005	CEMAGREF	83 865	50 319		16 773		16 773	67 092		
- ARMINES-CGI / ALEA ET RISQUE SECHERESSE	15/06/2005	09/11/2005	ARMINES	265 984	132 992	79 795	79 795		79 795	79 795		212 787
- VOLCANS / RISQUES VOLCANIQUES DES ZONES URBANISEES	18/12/2006	15/03/2007	UNIVERSITE BLAISE PASCAL	61 200			21 420		21 420	21 420		
- ADRC / ANALYSE DES RISQUES INDUITS PAR LA DEGRADATION DU PERMAFROST	11/06/2007	22/08/2007	A.D.R.G.T.	150 600			30 120		30 120	30 120		
- LSCE-CEA / EXTREMES CLIMATIQUES ET DENDROCHRONOLOGIE	11/06/2007	13/12/2007	LABORATOIRE DES SCIENCES DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT	129 185			25 837		25 837	25 837		
- PEPS / PALEOCLIMATS ET DEPTS DE TEMPETES	11/06/2007	21/09/2007	PEPS	69 526			13 905		13 905	13 905		
- COSTEL / DYNAMIQUE DES MASSES D'AIR ET RISQUES CLIMATIQUES	11/06/2007	20/12/2007	LABORATOIRE COSTEL	69 500			13 900		13 900	13 900		
TOTAL RISQUES NATURELS				1 156 421	464 030	117 897	230 496		211 765	136 628		694 527
TOTAL GENERAL				2 466 679	1 367 786	278 368	463 525		492 504	249 389		1 831 311

Montant des subventions engagées selon conventions signées au 31/12/2007 (porté en "autres charges" dans le compte de résultat)

Dans le détail du bilan passif, compte "subventions à verser"

Analyses

Etat récapitulatif par action

	ACTIONS						TOTAL DES ACTIONS	OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
	SECURITE ROUTIERE	VIE COURANTE	RISQUES NATURELS	PROSPECTION AUDIOVISUEL	ACTIONS PONCTUELLES				
PRODUITS D'EXPLOITATION									
- VENTES DE CASSETTES									
- SUBVENTIONS								0,20	
- AUTRES PRODUITS								0,20	
TOTAL I								0,20	
CHARGES D'EXPLOITATION									
- CHARGES EXTERNES	5 903,31		2 664,42	1 222,10	16 754,57	20 631,16	332 638,21	379 813,77	
- IMPOTS ET TAXES									
- SALAIRES									
- CHARGES SOCIALES									
- DOT. AUX AMORTISS	233 028,70		230 497,16				10 540,53	10 540,53	
- SUBVENTIONS VERSEES								463 525,86	
- AUTRES CHARGES							0,01	0,01	
TOTAL II	238 932,01		233 161,58	1 222,10	16 754,57	20 631,16	343 178,75	853 880,17	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-238 932,01		-233 161,58	-1 222,10	-16 754,57	-20 631,16	-343 178,55	-853 879,97	
PRODUITS FINANCIERS							13 464,63	13 464,63	
CHARGES FINANCIERES							119 397,27	119 397,27	
RESULTAT FINANCIER							-105 932,64	-105 932,64	
RESULTAT COURANT	-238 932,01		-233 161,58	-1 222,10	-16 754,57	-20 631,16	-449 111,19	-959 812,61	
PRODUITS EXCEPTIONNELS							1 097 388,41	1 097 388,41	
CHARGES EXCEPTIONNELLES							217 409,29	217 409,29	
RESULTAT EXCEPTIONNEL							879 979,12	879 979,12	
IMPOT SUR LES SOCIETES									
RESULTAT	-238 932,01		-233 161,58	-1 222,10	-16 754,57	-20 631,16	430 867,93	-79 833,49	

Analyses

Détails des opérations de fonctionnement

	OPERATIONS AU 31/12/2007
PRODUITS D'EXPLOITATION	
AUTRES PRODUITS	0,20
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	0,20
CHARGES D'EXPLOITATION	
CHARGES EXTERNES	
- FOURNITURES DIVERSES	319,92
- FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 451,70
- LOCATIONS IMMOBILIERES	27 183,75
- CHARGES LOCATIVES	7 619,85
- ENTRETIEN IMMEUBLE	5 546,31
- ENTRETIEN MATERIEL	3 057,74
- ASSURANCES	2 259,94
- DOCUMENTATION	477,80
- PERSONNEL DET OU PRETE FOND.	163 245,00
- HONORAIRES ADMINISTRATIFS	15 605,45
- HONORAIRES COM. AUX COMPTES	6 797,60
- ANNONCES ET INSERTIONS	5 860,40
- CADEAUX	4 396,60
- FRAIS DE DEPLACEMENTS	9 469,55
- MISSIONS - RECEPTIONS	1 850,69
- AFFRANCHISSEMENTS	10 061,29
- TELEPHONE	4 374,64
- FRAIS BANCAIRES DIVERS	47 622,98
- COTISATIONS	14 437,00
TOTAL CHARGES EXTERNES	332 638,21
AUTRES CHARGES	0,01
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	10 540,53
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	343 178,75
RESULTAT D'EXPLOITATION	-343 178,55
PRODUITS FINANCIERS	
PRODUITS NETS / CESSIONS VMP	13 464,63
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	13 464,63
CHARGES FINANCIERES	
AGIOS SUR DECOUVERT	3,27
DAP / IMMOB FINANCIERES	119 394,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	119 397,27
RESULTAT FINANCIER	-105 932,64
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-449 111,19
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
PLUS VALUE / CESSION TITRES IMMOB.	1 097 388,41
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 097 388,41
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
MOINS VALUE / CESSION TITRES IMMOB.	217 409,29
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	217 409,29
RESULTAT EXCEPTIONNEL	879 979,12
RESULTAT DE L'EXERCICE	430 867,93

Analyses

Etat de cessions de titres

CODE VALEUR	NATURE	COUT ACQ. TITRES VENDUS AU 31/12/2007	PRIX DE CES. TITRES AU 31/12/2007	- VALUE REALISEE AU 31/12/2007	+ VALUE REALISEE AU 31/12/2007
989410	RICHELIEU EUROPE FCP 1DE	855 168,79	915 743,73		60 574,94
7 045 737	RICHELIEU SPECIAL	1 697 941,84	1 771 853,04		73 911,20
7 079 355	RICHELIEU VALEUR FCP	3 231 792,20	3 274 812,45		43 020,25
7 373 469	RICHELIEU France C	2 548 953,72	2 771 616,32		222 662,60
989 857	ODDO CASH TITRISATION 3D	841 089,69	849 326,78		8 237,09
299 042	CYRIL CONVERTIBLE	918 923,76	965 491,92		46 568,16
980 989	CYRIL CONVERTIBLE TAUX 3 DEC	2 623 015,04	2 690 217,31		67 202,27
992 091	GAP 2 ANS FCP 3 DEC	4 216 591,26	4 269 171,44		52 580,18
973 489	ODDO MONETAIRE 3DEC	17,35	17,48		0,13
86 904	ST GERMAIN TRESORERIE	5 129 703,96	5 183 470,76		53 766,80
16 068	CENT. CROIS. EUROPE	484 657,66	501 056,00		16 398,34
74 503	TOCQUEVILLE DIV. C	178 800,00	190 240,00		11 440,00
76 930	CENTIFOLIA C FCP	165 627,00	172 955,00		7 328,00
4 115	ITHAQUE C FCP	550 288,00	528 552,00	-21 736,00	
34 369	WANGER US SMALLER	375 000,00	403 750,00		28 750,00
27 294	STATE ST ACT JAP4D	1 055 090,00	933 858,00	-121 232,00	
27 146	ST. STR. ACT. ASIE 4D	562 410,00	691 667,50		129 257,50
45 161	JPM EUR DYN MC 3DE	437 433,66	451 518,00		14 084,34
42 744	SGAM EQ RELATIV VA	1 119 888,54	1 112 802,75	-7 085,79	
12 497	DYNAMIQUE USA C	557 040,00	532 507,00	-24 533,00	
34 252	WANGER US SMALLER	551 285,56	531 617,46	-19 668,10	
16 893	QSF EMER. MARK. 3DEC	425 504,92	490 676,81		65 171,89
80 023	ST GERMAIN MONET.	298 653,51	299 869,25		1 215,74
55 502	CARMIG. COMMODIT. 3D	269 900,00	330 675,00		60 775,00
17 120	SHARE GOLD CAP.	217 217,80	240 246,67		23 028,87
86 904	ST GERMAIN TRESORERIE	5 908 061,67	5 976 595,34		68 533,67
84 093	SCH. PRINCE CONV.C	223 965,00	231 297,00		7 332,00
77 146	CA-AM ARBT VAR 2 2	269 218,80	270 577,80		1 359,00
32 326	AGF HAUT RENDEM. C	973 862,00	958 212,50	-15 649,50	
88 136	CAAM CV EURO 3DEC	267 763,65	282 229,25		14 465,60
82 409	FCP GAL DYN	757 770,00	769 194,00		11 424,00
1 206	CA-AM DYNAR VAR4 3DEC	457 684,50	450 179,60	-7 504,90	
80 023	ST GERMAIN MONET.	97 902,49	98 529,44		626,95
9 936	CA-AM DYNAR FOREX I	229 671,09	233 254,80		3 583,71
77 146	CA-AM ARBT VAR 2 3	296 336,70	300 423,42		4 086,72
80 023	ST GERMAIN MONET.	432,82	436,28		3,46
Total		38 794 662,98	39 674 642,10	-217 409,29	1 097 388,41

III.b – Le rapport du Commissaire aux comptes

FONDATION MAIF

Exercice clos le 31 décembre 2007

Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la **FONDATION MAIF**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

■ 38, rue de Ponthieu
75008 PARIS
Tél. : 01 58 36 09 45
Fax : 01 58 36 09 46

■ Immeuble Antarès
Zone du Téléport 4
86960 FUTUROSCOPE CHASSENEUIL
Tél. : 05 49 49 49 10
Fax : 05 49 49 01 54

■ 38, rue de la Capitale du Bas Poitou
B.P. 173
85203 FONTENAY-LE-COMTE Cedex
Tél. : 02 51 69 06 10
Fax : 02 51 69 96 07

■ Siège social
Technopole Venise Verte
Rue Euclide - B.P. 8421
79024 NIORT Cedex 9
Tél. : 05 49 32 49 01
Fax : 05 49 32 49 17

S.A.S. d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes
inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Poitou-Charentes-Vendée - Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers
au capital de 37 000 € - RCS Niort 377 530 563 - APE 741 C - N° ident. T.V.A. : FR 10 377 530 563
<http://www.groupey.fr> E-Mail : groupe.y@groupey.fr

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les « Titres immobilisés et valeurs mobilières de placements » font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable. Nos travaux ont consisté à vérifier l'application de ces principes et à apprécier les données et les hypothèses utilisées par la Fondation pour procéder à cette estimation.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de celle-ci.

- Les « Subventions octroyées » sont constatées en charge en fonction des échéanciers établis lors de la conclusion des conventions entre la Fondation MAIF et ses partenaires. Les subventions non versées figurent au passif du bilan en « subventions à verser ». Les échéances à venir sont en rubrique « engagements hors bilan » figurant en annexe des comptes annuels.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du respect de cette méthode.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le bureau du conseil d'administration, et dans les documents adressés aux membres de la Fondation sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Niort, le 23 mai 2008

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPE Y Audit



Michel AIME

III.b.2 – Annexe au rapport général

Les comptes annuels présentés par DUO Solution ainsi que les tableaux figurant en annexe ont été certifiés par le Commissaire aux comptes.

IV – Analyses et perspectives

Analyses et perspectives

Durant l'année 2007, la Fondation MAIF a poursuivi son activité statutaire de soutien financier aux recherches en prévention des risques et développement d'outils de sensibilisation et de formation.

Les ressources financières de la Fondation MAIF sont constituées par les revenus de ses fonds propres (environ 17 millions d'euros) dont la gestion a été confiée, depuis le début de l'année 2007, à la banque QUILVEST, suite à la décision du Conseil d'administration du 18 décembre 2006 de procéder à un changement de gestionnaire.

La prévision budgétaire en matière de soutien aux projets de recherche a été complexifiée par les variations importantes subies par la bourse durant l'année 2007.

Un appel d'offres sur les variations climatiques a été lancé début 2007 avec l'aide d'experts externes qui ont participé à la sélection initiale des dossiers et à l'analyse technique de ceux qui ont été présentés au Conseil d'administration de la Fondation.

A l'issue de cette procédure, pas moins de huit projets ont reçu un avis favorable pour être soutenus.

La Fondation MAIF, avec l'aide de son Conseil d'administration et de son Conseil scientifique, a ainsi démontré sa capacité à prendre en compte un nouveau domaine scientifique, ce qui devrait l'encourager à explorer d'autres champs d'investigation en rapport avec la prévention des risques.

H. OLIVIERO
Directeur